

50

grandes
œuvres

L'avenir de
l'Europe en
perspective



ENSEmble
DEPUIS 1957

Vous trouverez cette brochure ainsi que d'autres explications claires et concises
à propos de l'Union européenne en ligne sur: ec.europa.eu/publications

Commission européenne
Direction générale de la communication
Publications
B-1049 Bruxelles

Manuscrit terminé en février 2007

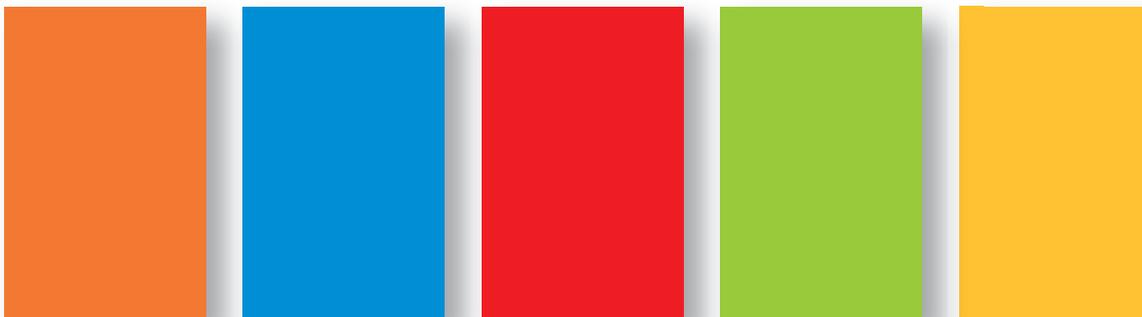
Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2007

ISBN 978-92-79-04886-9

© Communautés européennes, 2007
Reproduction autorisée

Printed in Belgium

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE



Si vous êtes européen, vous faites partie d'une famille de 27 pays et de 490 millions de citoyens. Mais vous êtes-vous déjà demandé ce que l'Union européenne a fait pour vous? C'est l'occasion de le découvrir.

Pour fêter le 50^e anniversaire de la signature du traité de Rome (la naissance de l'Union européenne), la Commission européenne publie un nouveau livret, «50 grandes œuvres — L'avenir de l'Europe en perspective», pour souligner l'importance de l'Union européenne pour chacun d'entre nous. Ce livret comprend 50 histoires réelles dont l'objectif est de vous montrer, de façon agréable et ludique, comment les populations d'Europe et d'ailleurs ont bénéficié et continueront de bénéficier de l'Union européenne. Vous y découvrirez des exemples très diversifiés, du nom de domaine «.eu» à l'euro, en passant par le passeport pour les animaux de compagnie.

Le livret «50 grandes œuvres» est également disponible en ligne sur: http://europa.eu/success50/index_fr.htm



Office des publications

Publications.europa.eu

ISBN 978-92-79-04886-9



9 789279 048869



50 grandes œuvres

L'avenir de l'Europe en perspective

Table des matières

L'Europe aujourd'hui: synonyme de mobilité des travailleurs	1
En cas d'urgence, composez le 112!	2
Solidarité mondiale — Aide de l'Europe	3
Charte des droits fondamentaux	4
Baignade sans risques en Europe	5
L'Europe unie face aux menaces pour la santé	6
Votes de confiance pour la démocratie	7
La beauté, oui, mais sans brutalité	8
Aider les passagers en cas d'interruption de voyage	9
Le 9 mai, c'est la journée de l'Europe	10
L'identité européenne sur l'internet	11

La réponse de l'Europe à la perte de biodiversité	12
L'horizon est dégagé	13
Une Europe sans frontières	14
Votre téléphone portable: le numéro mondial!	15
Une nourriture abondante, sûre et saine — L'importance des zones rurales	16
Le service volontaire européen	17
Avez-vous trouvé votre vocation?	18
Un processus breveté	19
Les voyages font la santé	20
Une protection consulaire pour tous les citoyens de l'UE	21
Une Europe plus transparente	22
Envie de travailler à l'étranger?	23
Joyeux anniversaire, Erasmus!	24
Les échanges de quotas d'émission	25

Les mêmes droits pour les papas et les mamans	26
Élargissement: tous gagnants	27
Une banque au service de l'Europe	28
La technologie pour améliorer la qualité de vie	29
Travailler ensemble au-delà des frontières	30
Des vols moins chers pour tous	31
Catalyseur du changement	32
Un projet qui a du chien	33
Le droit de choisir — La liste noire des compagnies aériennes	34

Plus qu'un label, c'est une déclaration écologique	35
La sécurité des consommateurs européens	36
REACH: les produits chimiques sous contrôle	37
Reconnaissance des qualifications	38
Une police européenne	39
Soutien aux régions européennes	40

Oscars et palmes d'or européens	41
Un avenir brillant pour l'énergie	42
Adieu les déchets!	43
Une Europe toujours en contact	44
Plus de choix pour les consommateurs	45
Une Union pour la stabilité et la croissance	46
Voyagez grâce à l'euro	47
Une télévision de qualité dans tous les pays européens	48
Exploitation des sources d'énergie renouvelables	49
Une force pacifique	50

«50 grandes œuvres — L'avenir de l'Europe en perspective»

Il ne vous a certainement pas échappé que 2007 marque le 50^e anniversaire de la signature du traité de Rome. Pour fêter cet événement, la Commission européenne publie ce nouveau livret, «50 grandes œuvres — L'avenir de l'Europe en perspective», pour souligner l'importance de l'Union européenne pour chacun d'entre nous.

L'objectif de cette publication est de vous montrer, de façon agréable et ludique, comment les populations d'Europe et d'ailleurs ont bénéficié et continueront de bénéficier de la coopération européenne.

L'Union européenne (UE) est une famille de 27 pays et 490 millions de citoyens, qui travaillent ensemble pour la paix et la prospérité. Le traité de Rome de 1957 est l'un des actes fondateurs de l'UE. À l'occasion de son 50^e anniversaire, ce livret vous présente les histoires des 50 grandes œuvres accomplies par l'UE.

Chaque histoire est narrée de façon vivante et conviviale et n'exige de votre part aucune connaissance préalable sur le sujet en question. À chaque histoire est associé au moins un lien internet que vous pourrez visiter si vous souhaitez en savoir plus sur un sujet. Certaines histoires sont même illustrées par une petite vidéo, que vous pourrez visionner en utilisant le lien proposé.

Lorsque vous aurez commencé à parcourir ce livret, vous pourriez bien être surpris par la diversité de ces histoires. Or, n'oubliez pas qu'il ne s'agit là que d'une petite sélection. Vous découvrirez, par exemple, comment des millions de jeunes peuvent aujourd'hui étudier à l'étranger, comment le domaine «.eu» crée une nouvelle identité européenne sur l'internet ou bien ce que l'Europe a entrepris pour réduire le coût des transports aériens. D'autres histoires racontent comment, grâce à une meilleure collaboration, la police européenne peut appréhender davantage de criminels, pourquoi nos voitures sont aujourd'hui plus propres ou encore pourquoi voyager avec un chien ou un chat est désormais plus facile. Dans ce livret, les réussites récentes côtoient celles qui ont jalonné le premier demi-siècle d'existence de l'Europe. En somme, ce projet a pour volonté de célébrer les accomplissements de l'Europe et de tracer les nouvelles perspectives des 50 prochaines années.

Le livret «50 grandes œuvres» est le frère jumeau du site internet du même nom, galerie d'art virtuelle que vous pouvez visiter à l'adresse suivante: http://europa.eu/success50/index_fr.htm.

L'Europe aujourd'hui: synonyme de mobilité des travailleurs

Saviez-vous que, en tant que citoyen d'un pays de l'Union européenne, vous pouvez vivre et travailler dans n'importe quel autre pays de l'UE dans les mêmes termes et conditions que les autochtones? Environ 53 % d'entre vous considèrent ce droit comme l'un des acquis les plus importants de l'UE, même si seulement 1,5 % en profite réellement, chiffre qui n'a pas vraiment évolué depuis trente ans.

Généralement, travailler à l'étranger est une bonne expérience. Cela donne l'occasion d'apprendre une nouvelle langue, de découvrir une autre culture et d'acquérir de nouvelles compétences. Depuis plusieurs années, l'Europe facilite la recherche d'emploi à l'étranger et contribue à faire tomber certaines barrières (à la fois réelles et psychologiques) liées au fait de vivre et de travailler dans un pays «étranger».

L'Année européenne de la mobilité des travailleurs (2006) a mis en lumière la nécessité d'accroître la mobilité des travailleurs et a soutenu des activités visant à encourager les Européens à être mobiles dans leur travail. Elle a aussi ouvert la voie à une stratégie européenne plus étendue en matière de mobilité des travailleurs, qui devrait être adoptée en 2007 et dont l'objectif est de développer une vraie «culture de la mobilité» en Europe.

La libre circulation des travailleurs en Europe est déjà soutenue par le réseau EURES et son portail de recherche d'emploi, par la coordination des systèmes de sécurité sociale et par un système d'information en ligne sur la sécurité sociale dans l'ensemble de l'Europe (Eulisses). Vous pouvez donc vous informer sur vos droits en matière de sécurité sociale tandis que vous voyagez sur tout le continent. La reconnaissance mutuelle des diplômes et des qualifications professionnelles en vertu du «processus de Bologne» a également facilité la situation pour beaucoup d'entre vous.

En tête du peloton

Bien sûr, certains secteurs comme le tourisme et l'agriculture sont plus «mobiles» que d'autres. Cependant, les sciences et la recherche se trouvent également en tête du peloton de la mobilité des travailleurs, en grande partie grâce à l'Union européenne. Depuis 1984, les chercheurs voulant développer leur expérience en travaillant à l'étranger ont pu bénéficier de programmes européens comme les bourses Marie Curie ou les réseaux de formation pour la recherche.



© stock.xchng

Mettez un peu de couleur dans votre carrière

Pour plus d'informations:

- 2006 — Année européenne de la mobilité des travailleurs
http://ec.europa.eu/employment_social/workersmobility_2006/index.cfm?id_page=160&language=FR
- Eulisses
http://ec.europa.eu/employment_social/social_security_schemes/eulisses/jetspeed/
- EURES
<http://ec.europa.eu/eures/home.jsp?lang=fr&langChanged=true>
- Actions Marie Curie
http://ec.europa.eu/research/fp6/mariecurie-actions/researchers/objectives_en.html

En cas d'urgence, composez le 112!

Imaginez que vous êtes en vacances dans un autre pays de l'Union européenne et que vous êtes témoin d'un accident. Vous êtes la seule personne aux alentours et vous devez appeler une ambulance ou la police. Que faire? Appeler le 112, bien sûr!

Le 112 est le numéro d'appel d'urgence unique en Europe. Vous pouvez appeler gratuitement le 112 dans n'importe quel État membre de l'UE, mais aussi dans quelques pays non membres (comme l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) pour demander l'aide des services d'urgence. Vous n'avez plus qu'un seul numéro d'urgence à mémoriser, où que vous soyez: le 112.

Dans certains pays, le 112 est devenu le seul numéro d'appel d'urgence. Dans d'autres, il est utilisé parallèlement aux numéros d'urgence nationaux. Dans les deux cas, le 112 vous permet de contacter le service d'urgence dont vous avez besoin.

Une aide à portée de main

Les citoyens européens voyageant de plus en plus dans d'autres pays pour raisons professionnelles et personnelles, il était nécessaire de créer un numéro d'appel d'urgence unique pour toute l'Union. C'est la raison pour laquelle le 112 a été créé en 1991. Depuis, les pays européens ont créé les infrastructures nécessaires au bon fonctionnement du numéro et doivent aujourd'hui veiller à ce que vous puissiez appeler ce numéro depuis un téléphone fixe ou portable.

Le système est encore en cours d'amélioration. Il faudra notamment garantir que les services d'urgence de tous les pays de l'UE sont capables de localiser précisément la provenance d'un appel afin que les secours puissent arriver au plus vite. Les États membres doivent aussi garantir que leurs services d'urgence sont capables de répondre à des appels en langues étrangères et informer leurs citoyens de l'existence du 112.



© stock.xchng

112: un numéro d'appel unique en cas d'urgence

Pour plus d'informations:

- Commission européenne — Société de l'information
— 112, un numéro d'appel d'urgence unique pour l'Europe
http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecom/implementation_enforcement/112/index_en.htm
- Commission européenne — Protection civile
http://ec.europa.eu/environment/civil/prote/112/112_en.htm

Solidarité mondiale — Aide de l'Europe

La Commission européenne apporte une aide d'urgence aux millions de personnes les plus pauvres de la planète. Mais ce n'est pas tout: nous aidons aussi leurs pays à se développer. Voyez plutôt ce qui est accompli pour l'Afghanistan, ravagé par la guerre.

L'Union européenne est l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'aide au développement et d'aide humanitaire. La Commission vérifie que ces fonds sont dépensés à bon escient et que cette aide parvient aux plus nécessiteux. Prenons l'exemple de l'Afghanistan: ce pays reçoit l'aide humanitaire de l'Europe depuis 1992. À partir de 2001, à la suite de la chute du régime des Talibans, une aide au développement a également été instaurée.

Premiers secours

Depuis 2001, l'Afghanistan a reçu plus de 260 millions d'euros sous forme d'aide humanitaire. Le pays en avait bien besoin, après 23 ans d'une guerre civile qui a déplacé des millions de personnes. Ceux qui avaient trouvé refuge dans les pays voisins, en Iran et au Pakistan, ont pu commencer à rentrer chez eux. La Commission leur apporte une aide humanitaire de base, sous forme de nourriture, d'eau, d'abris et de protection.

Et comme si le peuple afghan n'avait pas été suffisamment éprouvé, le pays est en proie à toute une série de catastrophes naturelles: inondations, tremblements de terre, glissements de terrains et sécheresses. Des millions d'euros ont été distribués aux victimes pour les aider à surmonter ces problèmes. En octobre 2006, la Commission européenne a accordé une aide d'urgence de 2,5 millions d'euros aux personnes touchées par la dernière sécheresse. Les cellules familiales et les personnes handicapées ont fait l'objet d'une attention spéciale.

Reconstruire, puis développer

En 2002, l'UE a promis d'accorder à l'Afghanistan une aide à la reconstruction d'un milliard d'euros, répartie sur cinq ans. Ce soutien a déjà porté ses fruits: il a permis, entre autres, de construire de nouvelles cliniques, d'améliorer les infrastructures routières, de veiller au succès des élections de 2004 et 2005 et d'améliorer le système de police et la gestion des douanes. L'Europe continuera à apporter son soutien, qui sera désormais davantage axé sur la santé publique, les réformes administratives et le développement rural.

Bien sûr, nous n'aurions pas pu accomplir tout cela tout seuls. Au fil des années, différents partenaires nous ont aidés à apporter ces aides, vitales pour l'Afghanistan: les Nations unies, des organisations non gouvernementales internationales, la Croix Rouge et le Croissant Rouge, notamment.



© ECHO

Une aide humanitaire à portée de main... la main tendue de l'Europe

Pour plus d'informations:

- Commission européenne — aide humanitaire (ECHO)
<http://ec.europa.eu/echo/>
- EuropeAid — Programmes et projets — Asie
http://ec.europa.eu/europeaid/projects/asia/afghanistan_en.htm
- L'Union européenne dans le monde
http://ec.europa.eu/world/index_fr.htm

Charte des droits fondamentaux

La charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est l'un des documents les plus importants jamais publiés par l'Europe. Pourtant, tout ce qu'elle stipule avait déjà été écrit de nombreuses fois. Pourquoi donc existe-t-elle et est-elle considérée comme l'une des plus grandes réussites de l'Europe?

La charte des droits fondamentaux de l'Union européenne rassemble tous les documents sur les droits des citoyens européens existant dans l'ensemble de l'Union européenne, ainsi que tous les jugements rendus par les cours de justice européennes officielles.

Avant qu'elle n'existe, tout son contenu était inscrit dans des documents différents, conservés à divers endroits. Aujourd'hui, ces écrits sont clairement rassemblés dans une charte, pour que tout un chacun sache exactement où se renseigner sur ses droits.

En outre, pour la première fois, la charte couche sur le papier certains droits sociaux et économiques fondamentaux. Elle stipule par exemple que le droit au travail, mais aussi le droit de grève, sont fondamentaux.

Six chapitres

La charte répertorie les droits fondamentaux dans six grands chapitres: la dignité, les libertés, l'égalité, la solidarité, les droits des citoyens et la justice. Ces droits sont universels, ce qui signifie qu'ils doivent être accordés à tous les citoyens, quels que soient leur nationalité ou leur lieu de résidence, par exemple.

La charte a été totalement mise à jour: elle intègre désormais les droits de protection des données personnelles et les normes de bioéthique et se penche aussi sur des sujets actuels plus sensibles, comme les nouvelles technologies de l'information ou les découvertes génétiques. Elle précise aussi clairement les droits relatifs à la conservation de l'environnement et à la protection des consommateurs.

Par conséquent, la charte n'étend pas les pouvoirs de l'Union européenne et ne donne aux citoyens européens aucun droit supplémentaire, mais elle rend ces droits plus visibles. Les Européens peuvent ainsi mieux que jamais tirer parti de l'Union européenne.



© stock.xchng

Vos droits fondamentaux en toute clarté

Pour plus d'informations:

- DG Justice, liberté et sécurité — La charte des droits fondamentaux
http://ec.europa.eu/justice_home/unit/charte/fr/charter-preamble.html

Baignade sans risques en Europe

Les Européens exigent que la qualité de l'eau des mers, lacs et rivières d'Europe soit garantie. C'est un enjeu important en matière de loisirs, de santé et de tourisme. Il est donc rassurant de savoir que, depuis 1970, la conservation et l'amélioration de la qualité des eaux de baignade en Europe sont des priorités dans l'Union européenne.

La qualité de l'eau dans laquelle nous nous baignons et nous jouons sur les plages ou dans les eaux intérieures de l'Europe est un enjeu qui nous concerne tous. En effet, l'eau peut être porteuse de nombreuses bactéries et substances toxiques dangereuses pour notre santé et pour l'environnement.

Les touristes ne sont pas les seuls à se préoccuper de la qualité des eaux. Les professionnels du tourisme dépendent eux aussi de la propreté et de la sûreté de l'eau pour attirer les touristes dans leurs lieux de villégiature et les fidéliser au fil des années.

Les plages sûres à portée de clic

C'est pourquoi il est bon de savoir que l'amélioration et le contrôle de la qualité de nos eaux de baignade sont des priorités de l'Union européenne. Aujourd'hui, il vous suffit de vous rendre sur un site internet pour consulter l'historique complet de la qualité des eaux de n'importe quel pays de l'Union. Vous pouvez aussi interroger un atlas en ligne et vérifier que les eaux d'une plage spécifique satisfont aux strictes normes de sécurité en vigueur, qui portent notamment sur la contamination par E. coli et par entérocoques intestinaux, principale menace pour les baigneurs. Ceci contribue à rassurer tous les acteurs concernés, souvent inquiets parce que ce sont généralement des enfants qui nagent et jouent dans l'eau.

Contrôle continu

Le contrôle de la qualité des eaux de baignade n'est pas une nouveauté dans l'Union. En 1976, l'Union européenne a adopté la première loi visant directement à améliorer la qualité des eaux de baignade. Deux autres lois ont suivi en 2002 et 2006. Ces directives garantissent l'utilisation des méthodes scientifiques les plus sophistiquées pour contrôler la qualité des eaux de baignade. Elles signifient également que si la qualité de l'eau descend en deçà des normes acceptables, les Européens en sont rapidement informés.



© stock.xchng

La propreté des eaux de baignade favorise le développement local

Pour plus d'informations:

- DG Environnement — Qualité des eaux de baignade http://ec.europa.eu/water/water-bathing/index_en.html
- Atlas des eaux de baignade de l'UE <http://ec.europa.eu/water/cgi-bin/bw.pl>

L'Europe unie face aux menaces pour la santé

La position de l'Union européenne est idéale pour apporter une réponse cohérente aux maladies et aux épidémies. En effet, grâce à son expertise dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé publique et de la recherche, l'UE est en mesure de lutter contre les menaces pesant sur la santé des hommes et des animaux.

Les professionnels de la santé et les scientifiques européens ont acquis des années d'expérience dans la gestion des menaces pour la santé publique, notamment avec la fièvre aphteuse ou l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine, plus connue sous le nom de «maladie de la vache folle»). C'est parce qu'elle est capable de réunir tous les experts compétents autour d'un problème que l'Europe est un acteur aussi efficace dans la lutte contre la maladie. La façon dont elle gère la menace de la grippe aviaire en est un bon exemple.

Une action humaine et efficace

En décembre 2005, de nouvelles lois européennes ont été mises en place pour stopper la propagation de la grippe aviaire. Il est important de souligner que ces règlements sont mis en œuvre sur tout le continent, l'objectif étant d'apporter une réponse uniforme garantissant à tous les Européens le même niveau de protection, où qu'ils vivent. Ces lois stipulent que tous les oiseaux infectés doivent être abattus avec humanité et donnent aux vétérinaires le droit d'interdire la circulation des marchandises et des personnes en provenance et à destination des zones à accès restreint définies autour des sites d'infection. La Commission européenne a aussi demandé aux pays européens de renforcer les mesures de vigilance et de contrôle de la grippe aviaire.

L'UE est également responsable de surveiller l'évolution de cette maladie, considérée comme une menace pour la santé humaine. La Commission européenne coordonne un système d'alerte précoce et de réaction; elle a créé un portail internet appelé HEDIS (Health Emergency & Diseases Information System) pour faciliter la gestion des nouveaux pics épidémiques, le cas échéant.

Ce train de mesures est un véritable atout pour les citoyens européens: l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) définit les impacts de la maladie sur la sécurité alimentaire, des comités scientifiques européens spécifiques prodiguent des conseils liés à la sécurité des consommateurs, à la santé publique et aux impacts environnementaux et, enfin, des fonds sont attribués à la recherche sur la grippe aviaire et pandémique humaine.



© Commission européenne

La gestion de la grippe aviaire dans l'UE

Pour plus d'informations:

- Grippe pandémique humaine et grippe aviaire — L'action extérieure de la Communauté européenne http://ec.europa.eu/world/avian_influenza/index.htm

Votes de confiance pour la démocratie

La plupart des citoyens européens sont appelés aux urnes tous les deux ans environ. Mais lorsque la démocratie ne connaît pas cette stabilité, afin de garantir que les élections sont organisées de façon démocratique, des observateurs européens visitent régulièrement des bureaux de vote aux quatre coins du monde.

Aujourd'hui en Europe, la démocratie est un fait tellement acquis que beaucoup d'Européens négligent parfois de se rendre aux urnes pour exercer leurs droits démocratiques. Mais d'autres pays du monde n'ont pas cette chance. Des millions de personnes sur la planète rêvent de vivre en démocratie et, lorsqu'on leur donne la chance de voter, ils attendent en masse pendant des heures devant les bureaux de vote et marchent parfois plusieurs jours pour se rendre dans la ville la plus proche afin d'exercer leur droit.

Pour contribuer au bon déroulement du processus démocratique, plusieurs fois par an, l'Union européenne envoie des observateurs contrôler des élections. Rien qu'en 2006, l'Union a observé plus d'une douzaine de scrutins.

Observation vigilante

En 2006, la mission d'observation des élections de l'Union s'est rendue en République démocratique du Congo. Trente équipes sont arrivées un mois avant le scrutin et sont restées dans le pays pendant dix-huit semaines pour surveiller les procédures. Soixante-quinze équipes supplémentaires sont venues surveiller les élections le jour même du scrutin.

Si le succès de ces élections revient à la maturité démocratique croissante du peuple congolais et de ses politiciens, la vigilance européenne a contribué à asseoir la confiance de tous dans le processus électoral et à le légitimer aux yeux de la population.

Le «miracle» de la démocratie

C'était la première fois en plus de quarante ans que la République démocratique du Congo organisait des élections multipartites. La population plaçait dans ce processus de grands espoirs, souhaitant qu'il rétablisse enfin la paix et la stabilité dans un pays troublé, ravagé par la guerre, d'une superficie équivalente à toute l'Europe occidentale.



© 2002 ECHO/Lehner

Bureau de vote (Sierra Leone)

Pour plus d'informations:

- DG Relations extérieures — Missions d'assistance et d'observation électorales de l'UE
http://ec.europa.eu/external_relations/human_rights/eu_election_ass_observ/index.htm

La beauté, oui, mais sans brutalité

Des millions de citoyens européens utilisent des produits cosmétiques et d'hygiène personnelle (savon, dentifrice, etc.). L'Europe ayant interdit les essais cosmétiques sur les animaux, ces produits, qui peuvent être utilisés en toute sécurité, n'ont fait l'objet d'aucune expérimentation animale douloureuse.

Grâce à cette interdiction, l'être humain peut prendre soin de son aspect et de son bien-être et utiliser les produits d'hygiène personnelle et autres produits de toilette sans faire souffrir des animaux innocents.

Depuis novembre 2004, l'Union européenne a totalement interdit les essais de produits cosmétiques finis sur les animaux. Cette interdiction met fin à tous les essais sur animaux encore utilisés pour garantir la sécurité des ingrédients entrant dans la composition de ces produits. Bien sûr, la sécurité de ces produits de grande consommation est essentielle pour la santé humaine. De nouvelles méthodes sont donc proposées pour remplacer l'expérimentation animale.

Raffinement, réduction, remplacement

De nombreux groupes travaillent à l'amélioration du bien-être des animaux et à la réduction des essais dans tous les secteurs, notamment en médecine et dans l'industrie chimique, en plus du secteur cosmétique. Les institutions européennes, les organismes de recherche, les organisations non gouvernementales et les pays européens travaillent ensemble au Remplacement, à la Réduction et au Raffinement des essais sur les animaux dès que cela est possible sans compromettre la sécurité humaine. C'est ce qu'on appelle l'approche des «3R».

Le partenariat européen sur les alternatives aux essais sur les animaux (EPAA) a été créé. Son objectif est de garantir que les scientifiques les plus brillants d'Europe appliquent le principe des «3R» aux essais sur les animaux. Grâce aux nouvelles méthodes informatiques et à une meilleure connaissance des processus, ce partenariat devrait permettre d'améliorer considérablement les conditions d'expérimentation animale en Europe.

Personne ne souhaite que des essais soient pratiqués sur les animaux, mais c'est souvent la seule façon de prouver la sécurité des médicaments (ou d'autres produits vitaux). Cette interdiction permettra de démontrer que d'autres méthodes innovantes peuvent se révéler tout aussi sûres et efficaces. Ce sera une bonne nouvelle, aussi bien pour les animaux que pour les entreprises européennes.



© stock.xchng

Faire cesser les essais sur les animaux...

Pour plus d'informations :

- Produits cosmétiques et essais sur les animaux
http://ec.europa.eu/entreprise/cosmetics/html/cosm_animal_test_fr.htm
- EPAA — Partenariat européen sur les alternatives aux essais sur les animaux
http://ec.europa.eu/entreprise/epaa/index_en.htm

Aider les passagers en cas d'interruption de voyage

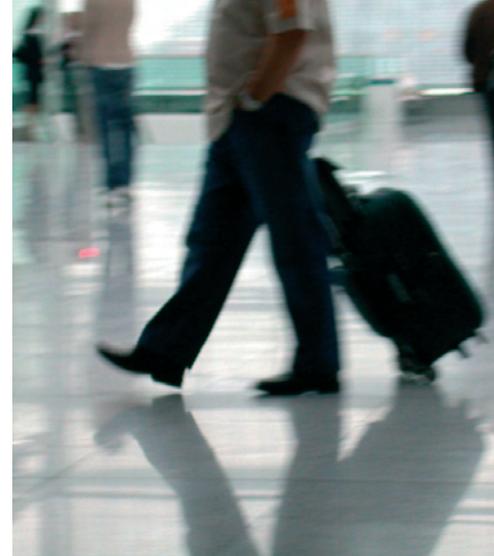
Les voyages en avion sont souvent éprouvants, à plus forte raison lorsqu'ils sont interrompus. Aujourd'hui, grâce aux réglementations de l'UE, les compagnies aériennes sont tenues de prendre leurs passagers en charge et d'organiser d'autres moyens de transport en cas d'interruption de voyage. De plus, si la compagnie est responsable, elle peut être dans l'obligation de payer une compensation aux voyageurs lésés.

Pour la plupart des gens, les voyages en avion sont loin d'être une routine. Lorsque leur vol est retardé ou annulé (les laissant parfois dans un pays étranger dont ils ne parlent pas la langue, avec peu d'autres possibilités pour rentrer chez eux), ils ont besoin d'une assistance pour minimiser ces désagréments et réorganiser leur plan de voyage afin de poursuivre leur route, avec le moins d'interruptions possibles. Pour garantir qu'ils obtiennent effectivement l'aide dont ils ont besoin, les pays européens se sont mis d'accord sur les règles définissant les droits des passagers aériens. Ces règles s'appliquent à toutes les compagnies aériennes (régulières, charter, service complet ou «service minimal») et à tous les vols en partance et à destination de l'UE affrétés par des compagnies enregistrées dans l'UE.

Une aide systématique

Les passagers dont le vol a été retardé de plusieurs heures ou annulé sans avertissement préalable, ou ceux dont l'embarquement a été refusé parce que la compagnie avait enregistré trop de passagers pour le nombre de sièges disponibles doivent recevoir une assistance immédiate de la part de la compagnie aérienne. Cette dernière a la charge d'organiser d'autres moyens de transport pour que le passager parvienne à sa destination finale (ou pour qu'il revienne à son point de départ lorsqu'il est jugé inutile de poursuivre le voyage), à moins que le passager ne choisisse de ne pas bénéficier de cette aide et de se faire rembourser l'intégralité de son billet. Selon la durée du retard, la compagnie aérienne doit proposer à ses passagers de la nourriture et des rafraîchissements, des moyens de communication et, si le retard inclut une nuit, un logement.

Les passagers doivent recevoir une assistance immédiate, quelle que soit la cause du retard et que la compagnie soit ou non responsable du problème. Dans certaines circonstances, lorsque la compagnie aérienne est responsable de l'interruption du voyage (en particulier lorsqu'elle refuse l'embarquement à un voyageur), elle doit aussi verser une compensation au passager.



© stock.xchng

Informez-vous sur vos droits avant de décoller

Pour plus d'informations:

- Les droits des passagers dans l'Union européenne
http://ec.europa.eu/transport/air_portal/passenger_rights/information_fr.htm

Le 9 mai, c'est la journée de l'Europe

Que signifie le 9 mai pour vous? C'est la journée de l'Europe et un symbole de la réussite européenne aussi puissant que le drapeau, l'hymne européen ou même l'euro. La journée de l'Europe célèbre la paix, la stabilité et la citoyenneté.

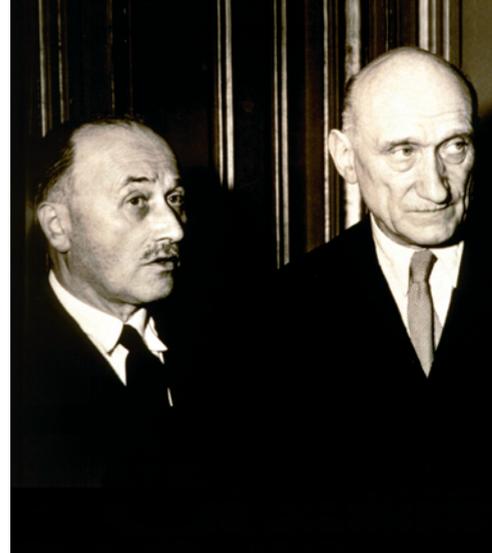
Mais rares sont ceux qui connaissent l'origine de cette journée. Le 9 mai 1950, Robert Schuman, considéré comme le «père» de l'Union européenne, a posé la première pierre de l'Union lors d'une déclaration de presse à Paris. Cette déclaration, faite dans le contexte de la fin de la Seconde Guerre mondiale, appelait l'Allemagne, la France et les autres pays européens à s'unir et à «mettre en commun» leur production de charbon et d'acier au sein d'une organisation européenne naissante. C'était la phase initiale de ce que l'on appelle aujourd'hui l'Union européenne.

Convivialité et citoyenneté

La raison pour laquelle Robert Schuman opta pour les industries du charbon et de l'acier est simple: elles étaient les bases de la puissance militaire. Si elles pouvaient être régulées au sein d'une structure pacifique rassemblant les pays européens (qui, quelques années auparavant, essayaient de se détruire mutuellement), la paix et la stabilité devenaient alors possibles en Europe. Quelque 35 ans plus tard, en 1985, les dirigeants de l'UE décidèrent de créer la «Journée de l'Europe» pour célébrer la convivialité et la citoyenneté tous les ans le 9 mai.

Une journée idéale

La journée de l'Europe est bien plus qu'un vaste rassemblement. Par exemple, l'«initiative du 9 mai», lancée en 2004, a pour objectif d'informer la jeunesse européenne sur les aides extérieures et la coopération pour le développement, en consacrant la journée du 9 mai à des débats organisés dans les écoles européennes. En 2006, 52 000 étudiants de 33 régions européennes ont participé aux discussions organisées dans le cadre de l'initiative du 9 mai.



Robert Schuman (à droite), à l'origine de tout le projet...

© Commission européenne

Pour plus d'informations:

- La déclaration Schuman
http://ec.europa.eu/publications/booklets/eu_documentation/04/txt01_fr.htm
- Le 9 mai: un symbole de l'Europe
http://europa.eu/abc/symbols/9-may/euday_fr.htm
- L'initiative du 9 mai
http://ec.europa.eu/europeaid/9-may-initiative/about_initiative_fr.htm

L'identité européenne sur l'internet

Depuis avril 2006, plus de deux millions et demi d'entre vous ont choisi d'afficher «.eu» à la fin de leur adresse internet. Avec ce nom de domaine «.eu», l'Europe est aujourd'hui présente et visible sur l'internet.

Que révèle votre adresse internet à votre sujet? Êtes-vous un «.com» ou un «.org»? Ou peut-être êtes-vous un «.de», un «.es» ou un «.uk»? Ou encore un «.biz»? Mais avez-vous jamais entendu parler des «.eu»? Ce nom de domaine a été créé dans un but précis: promouvoir l'identité européenne sur l'internet. Et quel succès il a remporté!

Une marque européenne, pour les citoyens et les entreprises

Avec «.eu», vous aussi pouvez proclamer votre appartenance européenne! Il vous suffit d'enregistrer votre site personnel ou celui de votre école, celui de votre association ou de votre entreprise. Cela présente en outre un autre avantage, non négligeable: vous bénéficiez ainsi de la protection des lois européennes vis-à-vis de vos droits en tant que consommateur et en tant qu'individu, en particulier en ce qui concerne la confidentialité et la protection de vos informations personnelles.

Ce nom de domaine est un véritable fer de lance pour les entreprises européennes: il leur ouvre des horizons et leur permet de gagner des parts de marché. Il est particulièrement utile pour les entreprises qui travaillent à l'échelle européenne, par exemple celles qui profitent du marché unique européen. Jusqu'à présent, ces entreprises établissaient leur site internet dans un seul pays ou créaient des sites dans chacun des pays dans lesquelles elles travaillaient, ce qui supposait de gérer des sites se terminant en «.uk», «.es», «.de», etc. Avec le domaine «.eu», elles peuvent désormais opter pour une extension de domaine «de premier niveau» commune, un véritable étendard européen, très utile puisque aujourd'hui, les adresses internet sont de plus en plus considérées et promues comme des marques commerciales, presque autant que les logos.

Plus «.eu» que jamais

Si vous le souhaitez, vous pouvez encore enregistrer votre nouveau nom de domaine «.eu» en vous adressant à un spécialiste qui pourra organiser cela pour vous. Vous trouverez la liste des bureaux d'enregistrement compétents sur l'internet. Après une courte période de configuration, et en supposant que vous résidez dans l'Union européenne et que le nom de votre choix est disponible (ce qui est vérifiable en ligne), ce nom vous est attribué moyennant une somme modique.

Si vous souhaitez en savoir plus sur «.eu», des informations supplémentaires sont mises à votre disposition par l'organisme chargé de gérer et d'enregistrer les noms de domaines «.eu»: le Registre européen des noms de domaine internet (EURid) ou par la Commission européenne (reportez-vous aux liens).



© Commission européenne

«.eu» a été une immense réussite

Pour plus d'informations:

- Fiche d'information sur «.eu» de la direction générale de la société de l'information et des médias
http://ec.europa.eu/information_society/doc/factsheets/055-doteu-april06-fr.pdf
- Bon anniversaire «.eu»!
http://ec.europa.eu/information_society/policy/doteu/index_en.htm
- Site internet de l'EURid
<http://www.eurid.org/>

- 11 -

La réponse de l'Europe à la perte de biodiversité

Certains disaient qu'il était trop ambitieux, d'autres que la protection des espèces animales et végétales était une cause perdue, mais le réseau Natura 2000 compte aujourd'hui plus de 20 000 sites et de nombreuses espèces au bord de l'extinction se repeuplent. Les résultats parlent d'eux-mêmes.

Une rumeur circule au sujet de Natura 2000, selon laquelle une fois qu'une zone entrerait dans ses attributions, toutes les autres activités habituelles de la région (comme la chasse ou l'agriculture) seraient prohibées. C'est faux, de même que, en aucun cas, ce réseau ne prétend devenir propriétaire des terres en question.

Le réseau fonctionne selon les principes du «développement durable». Ces principes reconnaissent que les hommes font intégralement partie du patrimoine naturel. Le réseau couvre aujourd'hui environ un cinquième du territoire de l'UE: il fait partie intégrante du paysage européen.

Cela lui vaut l'honneur de figurer parmi les 50 histoires de réussite de l'Europe, fait qui doit être porté à la connaissance des citoyens et des acteurs concernés dans toute l'Union européenne: occupants et propriétaires terriens, citoyens concernés, groupes de protection de l'environnement et décideurs politiques. Parce que c'est ensemble que nous devons protéger la biodiversité.

Une véritable réussite

Le réseau est composé de zones spéciales de conservation (ZSC) créées pour protéger les quelque 800 espèces et 200 types d'habitat menacés, répertoriés dans la directive «Habitats» de l'Union européenne. Il se compose aussi de zones de protection spéciales (ZPS), répertoriées dans la directive «Oiseaux», abritant environ 200 espèces d'oiseaux et zones humides menacées.

Ces zones permettent de conserver ou, si nécessaire, de restaurer des habitats et des espèces vulnérables dans leur aire de répartition naturelle, qui peut s'étendre sur différentes régions, voire différents pays (d'où l'intérêt du caractère paneuropéen du programme Natura 2000).

Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, 16 119 espèces connues sont aujourd'hui menacées, dont des espèces familières comme l'ours polaire, les requins ou les fleurs méditerranéennes. Il faut néanmoins souligner que les efforts de l'Europe (législation et protection) ont permis de lever les menaces pesant sur certaines espèces, comme le pygargue à queue blanche.



© stock.xchng

La biodiversité européenne en amélioration

Pour plus d'informations:

- Direction générale de l'environnement — Biodiversité
<http://ec.europa.eu/environment/nature/home.htm>
- L'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources
<http://www.iucn.org/>

L'horizon est dégagé

Du contrôle des captures de pêche à la sauvegarde des côtes fragiles, en passant par la lutte contre les activités criminelles en mer, l'Union européenne est un acteur majeur dans un domaine majeur: la protection des mers et la sécurité maritime.

Les oiseaux d'eau, les mammifères marins, différentes espèces de poissons et la côte elle-même sont menacés par les activités en mer, qu'il s'agisse de pollution due à des accidents, à des dégazages délibérés ou à d'autres activités criminelles.

L'UE soutient déjà des actions de coopération qui cherchent à améliorer la sécurité maritime et à protéger l'environnement marin, actions qui ne pourraient pas être menées à bien par des pays isolés. Le projet de prévention et de réduction de la pollution (POP&C) n'est qu'un exemple des recherches approfondies financées par la Commission européenne, qui visent à aider les propriétaires de pétroliers à comprendre et à gérer les risques des déversements.

L'Union fait la force

Les initiatives sont nombreuses dans ce domaine. Les contrôles, les mesures et les législations de l'Union européenne ont été renforcés depuis les catastrophes de l'*Erika* et du *Prestige*. L'interdiction des pétroliers à simple coque et la multiplication des contrôles dans les ports sont des exemples des efforts réalisés pour améliorer la sécurité maritime dans l'UE.

Mais nos zones maritimes sont aussi le théâtre d'activités criminelles moins apparentes: trafic d'immigrants illégaux, contrebande et terrorisme. Pour lutter contre ces activités, le trafic maritime doit être géré et contrôlé de façon fiable et efficace. Tous les systèmes existants de surveillance en surface, aérienne et par satellite sont financés par l'UE.

Une nouvelle approche exhaustive

L'Union est entrée dans la phase de consultation préalable à l'élaboration d'une «politique maritime européenne»: elle recueille les avis de tous, des entités commerciales aux gouvernements, en passant par les citoyens et les groupes écologistes.

Quels sont les enjeux? La mer est une ressource vitale, qu'il convient de protéger et d'exploiter avec sagesse. L'Union européenne est très consciente de l'importance de ses eaux et de ses zones côtières. Elle travaille en concertation pour garantir un environnement marin plus sûr et plus sain.



© stock.xchng

Une véritable protection pour l'environnement marin

Pour plus d'informations:

- Commission européenne — Affaires maritimes — Consultation relative à la politique maritime http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy_fr.html
- Agence européenne pour la sécurité maritime <http://emsa.europa.eu/>

Une Europe sans frontières

Si vous avez la chance d'être un citoyen de l'Union européenne, vous avez le droit de voyager, de travailler et même de vivre partout en Europe. L'Union comptant 27 États membres, cela représente d'immenses possibilités d'apprentissage et d'exploration de nouvelles cultures.

Les fondateurs de l'Union européenne rêvaient d'un continent où les personnes, les biens, les services et l'argent pourraient circuler librement. Cinquante ans plus tard, ce rêve est devenu réalité dans bien des aspects de notre vie, surtout dans la liberté de mouvement de presque 500 millions de citoyens sur le continent.

Plus encore que des vacances

Bien sûr, nous sommes aujourd'hui habitués à sillonner l'Europe en vacances sans que cela suppose aucune tracasserie administrative (demande de visa ou autre formalité). Mais abattre les frontières signifie bien plus que cela! Des milliers d'Européens ont choisi de goûter à une nouvelle expérience: travailler à l'étranger. Là encore, dans la plupart des cas, aucun visa ne leur est demandé, quelle que soit la durée de leur séjour. Sans compter que si vous obtenez un emploi à l'étranger, vous avez droit, en vertu des lois européennes, au même traitement que les citoyens nationaux.

Ouverture d'esprit

Les jeunes ont déjà profité de cette nouvelle Europe sans frontières: avec l'aide de différents programmes européens, 2 millions d'étudiants environ ont fait une partie de leurs études à l'étranger. Les mouvements de populations et la compréhension réciproque que génèrent les voyages ne peuvent qu'aider à faire germer un sentiment d'identité européenne.

Certains pays de l'UE ne se sont pas contentés de faire des coupes franches dans les formalités administratives. Dans le cadre des accords de Schengen, un groupe de pays membres de l'UE a décidé de supprimer totalement les contrôles sur leurs frontières communes, ce qui permet à des millions d'Européens de voyager sans passeport!



© stock.xchng

Embarquement immédiat pour une Europe sans frontières

Pour plus d'informations:

- Formalités à accomplir à l'arrivée ou au départ d'un pays (Union européenne)
<http://ec.europa.eu/youreurope/nav/fr/citizens/travelling/before-departure/index.html>
- Espace Schengen (Union européenne)
<http://ec.europa.eu/youreurope/nav/fr/citizens/travelling/schengen-area/index.html>

Votre téléphone portable: le numéro un mondial!

Mais quelle est cette étrange sonnerie? C'est votre téléphone portable, vous devriez répondre. Plus de 2 milliards de personnes dans plus de 217 pays et territoires différents possèdent des téléphones portables qui utilisent la norme GSM. Développée dans le cadre de recherches financées par l'UE, cette norme a été diffusée grâce aux efforts de réglementation et de normalisation de l'Europe, qui l'ont aidée à devenir «LA» norme dominante du marché mondial.

Environ 82 % des utilisateurs de portables possèdent des téléphones fonctionnant selon la norme GSM. En 2005, cette norme a gagné plus de clients qu'il n'existe d'utilisateurs de toutes les autres technologies de communication mobile réunies. La norme GSM permet aux utilisateurs de différents réseaux et de différents appareils de communiquer entre eux. Cela a généré un marché intérieur européen de centaines de millions d'utilisateurs, dominé par des entreprises européennes. La norme GSM est une immense réussite pour l'Europe, parce que la concurrence a stimulé le développement, déclenchant ainsi un cercle vertueux de diminution des prix du matériel et des tarifs d'appel.

Plus de services à portée de main

Aujourd'hui, l'Europe s'appuie sur cette réussite pour conserver son avance sur les générations futures des télécommunications mobiles. Les services GSM de troisième génération (3G) viennent déjà compléter les services de deuxième génération (2G). La 3G propose de nouveaux services avancés, par exemple la possibilité de surfer sur l'internet, de faire des achats, mais aussi de regarder des films et d'écouter de la musique sur un téléphone portable.

Utilisez votre portable à l'étranger, les tarifs baissent

Les frais de téléphonie mobile ont énormément baissé, mais lorsqu'on utilise son téléphone à l'étranger, les tarifs restent excessivement élevés. Ces «frais d'itinérance» concernent aujourd'hui plus de 147 millions de citoyens européens.

Depuis des années, la Commission travaille dur pour faire diminuer ces frais et, très bientôt, les voyageurs pourront appeler leurs proches sans se préoccuper du coût de leurs appels. Avec tout cet argent économisé, vous pourriez bientôt n'avoir plus assez de place dans vos poches pour votre téléphone!



© stock.xchng

Un appel, un milliard d'interlocuteurs possibles

Pour plus d'informations:

- Commission européenne — Société de l'information — Communications mobiles et sans fil
http://ec.europa.eu/information_society/industry/comms/mobile/index_en.htm
- Commission européenne — Société de l'information — Frais d'itinérance internationale
http://ec.europa.eu/information_society/activities/roaming/index_fr.htm

-15-

Une nourriture abondante, sûre et saine — L'importance des zones rurales

Après la Seconde Guerre mondiale, de graves pénuries de nourriture affamaient certaines régions d'Europe. Les pères fondateurs de l'Union européenne ont cherché des solutions en subventionnant la production des aliments de base au travers de la politique agricole commune (PAC).

Depuis, la situation de l'Europe a changé et la PAC a évolué. Aujourd'hui, les préoccupations environnementales et la sauvegarde de nos campagnes font partie des priorités de cette politique. Elle met l'accent sur la production durable, le respect de notre environnement naturel, le bien-être des animaux et la sûreté alimentaire.

Pour un citoyen européen, il est difficile d'imaginer que la production alimentaire puisse être limitée. Nos magasins regorgent d'aliments frais et de produits finis. Mais cela n'a pas toujours été le cas: en 1958, la PAC a été conçue pour aider les agriculteurs à nourrir un continent affamé.

Cette politique a été une immense réussite: aujourd'hui, l'approvisionnement alimentaire en Europe est stable. La PAC a été révisée pour s'adapter à cette abondance. Aujourd'hui, elle est davantage axée sur la production d'aliments et de produits agricoles de grande qualité et se préoccupe de l'environnement et du développement des zones rurales. Dans le cadre de la PAC, les initiatives de développement rural viennent en aide aux agriculteurs, mais aussi à l'ensemble des communautés rurales pour promouvoir leur développement durable et la conservation du patrimoine culturel.

De la ferme à la table

Aujourd'hui, l'Union européenne s'efforce de rendre l'ensemble de la chaîne alimentaire aussi sûre que possible grâce à une approche baptisée «de la ferme à la table».

Les producteurs, les transformateurs et les importateurs doivent garantir la traçabilité de leurs denrées et de leurs ingrédients tout au long de la chaîne alimentaire. Ils doivent être capables d'identifier tous leurs fournisseurs, y compris ceux basés à l'étranger.

Une approche intégrée

L'UE a ainsi adopté une approche intégrée de la sûreté alimentaire, qui tient compte, entre autres, de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, du bien-être des animaux, de l'utilisation de pesticides et des interactions entre nutrition et santé.

La nouvelle Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) cherche à rendre plus transparents les processus scientifiques d'évaluation de la sécurité des aliments.



Une nourriture abondante, mais une saveur authentique

© Commission européenne

Pour plus d'informations:

- Sécurité alimentaire — De la ferme à la table
http://ec.europa.eu/food/index_fr.htm
- Agriculture et développement rural
http://ec.europa.eu/agriculture/index_fr.htm

-16-

Le service volontaire européen

Les étudiants qui, comme Élodie, souhaitent élargir leurs horizons, découvrir d'autres cultures et se rendre utiles remercient le service volontaire européen (SVE) de leur offrir cette opportunité.

Élodie a entendu parler du SVE à l'école. L'idée est simple: encourager les jeunes de 18 à 25 ans à passer 6 à 12 mois dans un autre pays.

Mais Élodie s'est vite rendu compte qu'il ne s'agissait en aucun cas de vacances. Les projets du SVE accomplissent un travail formidable en fournissant leur aide dans différents domaines comme l'environnement, les arts et la culture, voire les sports ou les loisirs (rassurez-vous donc, il ne s'agit pas seulement de travailler sans répit). Les volontaires participent aussi à des activités avec des enfants, des jeunes ou des personnes âgées.

Des règles, des obligations... mais pas seulement!

Bien sûr, il existe quelques règles et obligations à respecter, même dans des activités aussi amusantes et gratifiantes que celles-là. Trois partenaires sont impliqués dans chaque projet SVE: Élodie (la volontaire), l'organisation hôte (qui lui trouve le travail) et l'organisation qui l'envoie dans un premier temps. Au moins un des pays impliqués doit être européen. Élodie, qui est volontaire, n'est pas rémunérée pour le travail qu'elle effectue. En revanche, ses frais de voyage, d'assurance, de logement et de nourriture sont couverts. On lui verse également une allocation.

Depuis plus de dix ans, des jeunes comme Élodie (âgés de 12 ans au minimum) ont apporté leur contribution dans les communautés qui les ont accueillis. Mais c'est une relation dont chacun sort gagnant. Les volontaires apprennent à découvrir d'autres pays, à parler d'autres langues et, au travers du regard de leurs hôtes, à mieux cerner l'Europe dont ils sont originaires.



© stock.xchng

Le volontariat peut changer la vie

Pour plus d'informations:

- Qu'est-ce que le service volontaire européen? FAQ http://ec.europa.eu/youth/program/guide/action2_en.html

-17-

Avez-vous trouvé votre vocation?

Vous avez peut-être entendu le nom de Léonard de Vinci dans un film, au sujet d'un code, mais ce personnage a surtout traversé les siècles grâce à ses inventions. Aujourd'hui, son nom a été donné à un programme de formation professionnelle européen. Partout en Europe, le programme Leonardo da Vinci aide des gens à accéder à la formation professionnelle et à améliorer leurs perspectives d'avenir.

Le programme Leonardo da Vinci a remporté un immense succès. Il a aujourd'hui 20 ans et, ces six dernières années seulement, il a permis d'allouer 1,15 milliard d'euros à différents projets dans quelque 33 pays. À son époque, Léonard de Vinci était un grand visionnaire et, presque 500 ans après sa mort, son influence s'étend encore bien au-delà de l'Europe: sous son nom sont dispensées des formations dans des régions aussi éloignées que l'Islande, la Turquie ou l'Europe de l'Est.

Une formation au travail

Le programme Leonardo da Vinci propose des formations professionnelles, c'est-à-dire qui permettent d'acquérir les compétences nécessaires à la réalisation d'un travail dans un secteur industriel ou commercial spécifique. Les projets sont axés sur les expériences pratiques, ce qui permet aux bénéficiaires de trouver du travail dans les domaines qui les intéressent le plus (comme ce fut le cas pour un projet d'élevage en Hongrie et un projet de soutien aux cartographes en Lituanie). Leonardo da Vinci fait partie du programme de formation tout au long de la vie de la Commission européenne et cherche à améliorer le niveau de qualification des travailleurs.

Construction de réseaux, apprentissage des langues

Pour choisir les projets qui seront financés, le programme recherche certaines qualités de base qui permettront de construire une Europe plus forte: les projets qui pourraient aider les citoyens européens à se déplacer pour trouver du travail, les initiatives intéressantes susceptibles d'inspirer les participants ou d'encourager l'apprentissage des langues, ou encore les idées qui permettraient de construire des réseaux de formation professionnelle pour renforcer la collaboration entre les organismes de formation européens et améliorer les offres de formation professionnelle proposées aux citoyens.



© stock.xchng

Quelle est sa vocation?

Pour plus d'informations:

- Qu'est-ce que le programme Leonardo da Vinci?
http://ec.europa.eu/education/index_fr.html

-18-

Un processus breveté

Si vous mettez au point une invention, elle peut vous apporter la fortune, mais vous devez d'abord la protéger pour que chacun sache que vous êtes l'auteur de cette idée brillante. C'est là qu'intervient la convention sur le brevet européen (CBE).

Protéger une idée peut sembler étrange à certains, mais si vous inventez un concept ou avez une idée innovante, il est nécessaire d'empêcher que d'autres puissent voler votre «propriété intellectuelle» ou l'utiliser comme si c'était la leur.

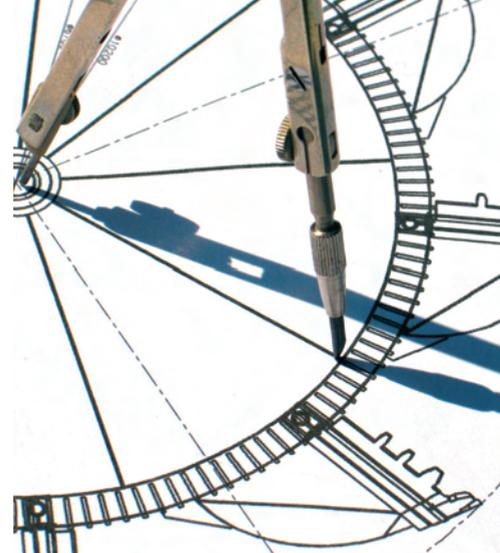
Pour ce faire, on utilise généralement des brevets. Mais avant la création de la CBE, faire protéger une propriété intellectuelle par un brevet dans toute l'Europe n'était pas si facile. Il fallait déposer une demande de brevet dans chaque pays. Les procédures et les langues étant différentes selon le pays, le processus était long et coûteux.

Des examinateurs de brevet expérimentés

Depuis 1978, la convention a tout simplifié. Aujourd'hui, une même procédure centralise les demandes de brevets des 27 États membres (plus un ou deux pays européens). La traduction des brevets reste nécessaire et suppose toujours des frais, mais elle intervient plus tard, après l'examen de la demande et non avant!

Pour l'instant, il n'existe pas de brevet européen unique, utilisant un seul document valable dans toute l'UE. Le brevet européen est en fait une «classe» de brevets nationaux découlant d'une même demande et identifiés par le même numéro de référence.

Les principaux offices européens de brevets (OEB) se trouvent à Munich et à La Haye. Des équipes d'examineurs hautement qualifiés inspectent et protègent vos idées. Les brevets européens sont également consultables en ligne sur le site internet «espacenet». Ce site référence plus de 50 millions d'idées innovantes! Si vous l'utilisez pour enregistrer votre demande, vous pouvez même être sélectionné pour participer au concours de l'inventeur européen de l'année.



© stock.xchng

La convention sur le brevet européen protège vos projets

Pour plus d'informations:

- Office européen des brevets
<http://www.epo.org/index.html>
- esp@cenet —
Le réseau européen des bases de données de brevets
<http://www.espacenet.com/index.fr.htm>
- Inventeur européen de l'année —
Forum européen sur les brevets
<http://www.european-inventor.org/>

Les voyages font la santé

Tout le monde aime voyager et il est important de rester en pleine forme lorsqu'on sillonne l'Europe. La carte européenne d'assurance maladie, gratuite, permet à plus de 50 millions de voyageurs de partir sereinement en leur garantissant qu'ils obtiendront les soins auxquels ils ont droit s'ils tombent malades ou ont un accident à l'étranger.

La carte a été créée en 2004 et peut maintenant être utilisée dans quelque 30 pays. Elle simplifie les procédures d'accès aux soins médicaux en cas de problème de santé dans un autre pays européen. Elle est entièrement gratuite et remplace les formulaires qui devaient être sollicités par le demandeur et emportés à l'étranger (E111, E110, E128 et E119). Les cartes de tous les pays ont la même présentation, ce qui permet au personnel médical de les reconnaître même s'il ne parle pas la langue du voyageur.

Un même niveau de traitement

Toute personne recevant un traitement dans son pays dans le cadre de son système de santé national peut être porteur de la carte. Elle peut être utilisée temporairement dans un autre pays, que le voyageur soit en vacances ou en déplacement professionnel. En la présentant, les citoyens européens sont assurés que les services médicaux du pays qu'ils visitent leur prodigueront le même niveau de traitement que les citoyens nationaux: c'est un droit. Certains craignaient que la carte ne contienne des informations personnelles et confidentielles. N'ayez crainte, la carte contient uniquement des informations de base: nom, numéro national d'identité et date de naissance.

Frais médicaux

Selon les règles appliquées dans le pays visité, le citoyen européen doit parfois payer une partie de ses frais médicaux. Cependant, s'il présente sa carte, le remboursement de ces frais sera facilité à son retour dans son pays.

Le voyage élargit les horizons et rassemble les peuples. La carte européenne d'assurance maladie permet aux Européens de voyager en toute confiance, en sachant qu'ils sont correctement couverts.



© Parlement européen

Deborah Carella, qui vit à l'étranger, est heureuse d'avoir sa nouvelle carte européenne d'assurance maladie

Pour plus d'informations:

- La carte européenne d'assurance maladie — FAQ
http://www.ec.europa.eu/employment_social/healthcard/citoyens_fr.htm
- La carte européenne d'assurance maladie — Aperçu
http://www.ec.europa.eu/employment_social/healthcard/situation_fr.htm

-20-

Une protection consulaire pour tous les citoyens de l'UE

Au dehors de l'Union européenne, les bureaux consulaires européens sont ouverts à tous les détenteurs de passeports européens, quel que soit le pays membre dont ils proviennent. Malheureusement, la plupart des Européens ne savent pas que, en tant que citoyens de l'UE, ils ont droit à la protection des consulats ou des ambassades de tous les États membres de l'UE si leur propre gouvernement n'a mis en place aucune mission dans le pays qu'ils visitent.

C'est un droit établi: tous les citoyens de l'Union européenne ont droit à la protection diplomatique de leurs ambassades et consulats implantés hors des frontières européennes.

Égalité de traitement

En dehors de l'Union européenne, rares sont les pays qui disposent d'un consulat ou d'une ambassade pour chaque pays européen. C'est la raison pour laquelle l'UE veut garantir que les différents pays membres collaborent pour venir en aide aux Européens en voyage. Si un voyageur a besoin d'assistance à l'étranger et qu'il n'existe aucun consulat de son propre pays, il peut simplement se rendre dans le consulat d'un autre pays de l'Union européenne et prouver sa nationalité en présentant son passeport ou sa carte d'identité. Ce consulat est tenu de le traiter exactement de la même façon qu'il le ferait pour un citoyen de son pays.

Que propose-t-on?

Précisément, que propose-t-on au voyageur en détresse? Beaucoup de choses en fait: une aide en cas de décès à l'étranger, un soutien en cas d'accident ou de maladie graves, une assistance si le voyageur a été victime d'un crime violent et, si nécessaire, un rapatriement.

En novembre 2006, des propositions ont été faites pour renforcer ce service par une nouvelle série de mesures protégeant les citoyens de l'Union européenne vivant et travaillant en dehors de l'Europe. Ces propositions suggèrent également d'étendre cette protection aux membres des familles des citoyens européens, mêmes s'ils ne proviennent d'aucun des États membres de l'UE.



© Commission européenne

Une protection garantie par tous les consulats de l'UE

Pour plus d'informations:

- Les citoyens de l'UE bénéficient de la protection consulaire et diplomatique de 27 pays de l'UE http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/citizenship/diplomatic/fsj_citizenship_diplomatic_fr.htm

-21-

Une Europe plus transparente

Vous avez une question sur la politique ou les activités de l'Union européenne? Vous voudriez connaître vos droits en tant que citoyen européen? Si la réponse est oui, pourquoi ne pas appeler Europe Direct? Nous sommes là pour vous aider!

Europe Direct a été mis en place pour vous aider à tirer parti de tous les avantages qu'offre l'UE et pour aider le citoyen européen lambda à mieux comprendre son fonctionnement, dans lequel certains se trouvent un peu perdus. Ce service gère chaque année des milliers de demandes soumises par téléphone, par courrier électronique ou sur l'internet. Notre équipe est composée de plus de 40 personnes, toutes multilingues, qui répondent avec diligence aux questions posées autour d'une série de thèmes liés à l'Union européenne.

Comprendre les formalités administratives

Nous pouvons vous expliquer les possibilités et les droits dont vous bénéficiez en tant que citoyen européen. Par exemple, on nous demande souvent comment obtenir des qualifications reconnues dans les autres États membres ou comment obtenir un permis de séjour.

L'efficacité d'Europe Direct est démontrée: des enquêtes indiquent que, dans 90 % des cas, les personnes qui nous téléphonent obtiennent des réponses à leurs questions dès leur premier appel. Mais ne vous inquiétez pas si votre question est complexe. Nous nous engageons à trouver un expert ou à solliciter l'aide d'autres services de l'UE, par exemple celle du service d'orientation pour les citoyens.

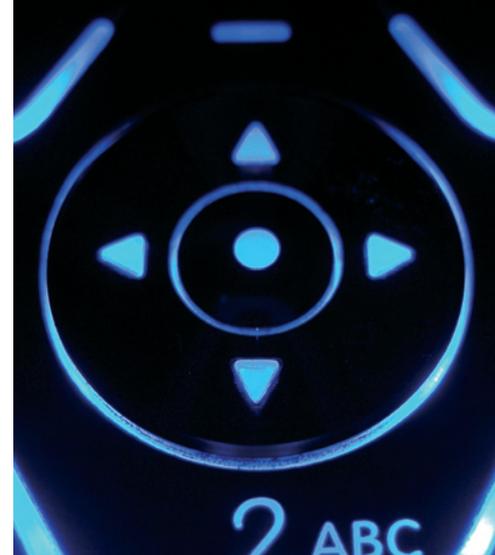
Où nous trouver?

Si vous avez une question, vous pouvez nous appeler au numéro gratuit suivant, valable depuis les 27 États membres: 00 800 6 7 8 9 10 11. Si vous vous trouvez en dehors de l'UE, composez le (32-2) 299 96 96.

Vous pouvez aussi consulter notre site internet. Il explique comment nous contacter par courrier électronique ou utiliser notre service d'assistance internet en temps réel, qui est disponible en anglais et en français.

Notre centre de contact répond aux questions posées par téléphone ou par courrier électronique, du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 h 30 (heure d'Europe centrale).

Vous pouvez aussi contacter l'un des centres d'information locaux du réseau Europe Direct. Ces centres jouent le rôle d'intermédiaires entre l'UE et ses citoyens au niveau local. Leur mission est de fournir des informations et des conseils sur les politiques de l'Union européenne, d'engager les débats sur l'Union européenne aux niveaux local et régional, de diffuser des informations locales et régionales pour les institutions européennes et de transférer aux institutions européennes les remarques et commentaires des citoyens.



© stock.xchng

Un numéro unique pour déchiffrer l'Europe

Pour plus d'informations:

- Contactez Europe Direct
http://ec.europa.eu/europedirect/index_fr.htm
- Europe Direct — Nous rendre visite
http://ec.europa.eu/europedirect/visit_us/index_fr.htm

-22-

Envie de travailler à l'étranger?

Vous rêvez d'un portail internet qui vous aiderait à rechercher un emploi dans 31 pays européens et qui vous fournirait toutes les informations dont vous avez besoin pour partir à l'étranger? Arrêtez de rêver, ce portail existe déjà! Il s'appelle EURES (contraction d'EUROpean Employment Services).

EURES est un réseau dont l'objectif est de faciliter la mobilité de l'emploi (possibilité de travailler dans différents pays) dans ce qu'on appelle l'«Espace économique européen», qui regroupe tous les pays de l'Union européenne plus l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège (EURES couvre également la Suisse).

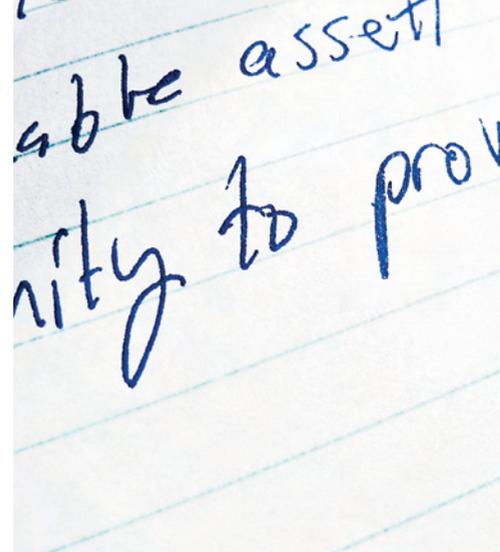
Faciliter les déplacements

Outre une gigantesque base de données d'offres d'emplois, le portail EURES propose aussi des conseils et des informations sur les conditions de vie et de travail en Europe. Il est très complet et extrêmement facile à utiliser. Vous y trouverez toutes les informations indispensables dont vous avez besoin: sur la sécurité sociale, le coût de la vie, les systèmes de santé et d'éducation, la reconnaissance des qualifications et bien d'autres encore. Ce service peut aussi aider les employeurs à recruter du personnel à l'étranger.

Un visage humain

Vous pouvez y enregistrer votre curriculum vitae et demander que des alertes vous soient envoyées par courrier électronique si une offre d'emploi correspond à votre profil. Mais EURES a aussi un visage humain: un réseau de 700 conseillers, prêts à informer les chercheurs d'emplois et les employeurs sur les tenants et les aboutissants du recrutement international.

EURES, créé en 1993, est soutenu par de nombreux partenaires, dont des services d'emploi publics, des syndicats et des organisations d'employeurs. La Commission européenne coordonne le service, qui est en mesure, à tout moment, de proposer plus de 800 000 emplois. EURES contient aussi des informations sur plus de 200 000 chercheurs d'emplois enregistrés et sur plus de 8 000 employeurs. Où trouver meilleure source d'information si vous voulez changer de vie?



© stock.xchng

La base de données pour votre recherche d'emploi

Pour plus d'informations:

- DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances:
EURES
<http://ec.europa.eu/eures/home.jsp?lang=fr&langChanged=true>

Joyeux anniversaire, Erasmus!

Il est difficile de trouver un succès européen plus éclatant que celui du programme Erasmus. Et pourtant, il a été lancé en 1987, soit il y a vingt ans en 2007!

Savez-vous que, en vingt ans, plus de 1,5 million d'étudiants ont reçu une bourse Erasmus et ont effectué une partie de leurs études à l'étranger? En 2005, presque 1 % de la population estudiantine a bénéficié de ce programme, et ce nombre augmente tous les ans.

Erasmus: un vrai programme d'enseignement supérieur

Et ne vous méprenez pas: ce ne sont pas de simples statistiques; Erasmus n'est pas un prétexte que les étudiants utilisent pour disparaître quelques mois à l'étranger, faire du tourisme et suivre les cours en dilettante. Les cours validés dans le cadre d'Erasmus sont pleinement reconnus par l'établissement de l'étudiant.

Les étudiants doivent soumettre un «programme d'apprentissage» personnel avant leur départ, qui doit être accepté par tous les participants, notamment les établissements d'origine et d'accueil. En fait, Erasmus a même modifié les orientations de la politique européenne sur l'enseignement supérieur avec ce qu'on appelle aujourd'hui le «processus de Bologne».

Changer de vie

Une autre raison explique la popularité des bourses Erasmus dans les 31 pays participants. Erasmus a marqué un vrai tournant dans la vie de beaucoup d'étudiants, en leur permettant de vivre de nouvelles expériences, d'élargir leurs horizons, de devenir des Européens mieux éduqués et mieux instruits et en leur facilitant souvent l'accès à l'emploi. Erasmus est un véritable phénomène européen!



© stock.xchng

1,5 million d'étudiants ont reçu une bourse Erasmus

Pour plus d'informations:

- Qu'est-ce que Socrates/Erasmus?
http://ec.europa.eu/education/programmes/socrates/erasmus/what_fr.html

Les échanges de quotas d'émission

Le système d'échange de quotas d'émission (Emission Trading Scheme — ETS) de l'Union européenne est un système innovant de lutte contre le changement climatique. Le réchauffement global est une menace pour nous tous, or, grâce à l'ETS, l'Europe peut réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Depuis 2005, les États membres de l'Union européenne ont contribué à mettre en œuvre une nouvelle approche commerciale de lutte contre le changement climatique. L'ETS est le système d'échange environnemental multinational le plus ambitieux du monde. Il représente également un volet important de la politique de l'UE sur le changement climatique.

Cette politique cherche à nous faire prendre conscience de nos responsabilités en matière de rejets dans l'environnement. L'ETS est un mécanisme essentiel dans la mise en œuvre des engagements pris par l'Europe dans le cadre du protocole de Kyoto, l'initiative des Nations unies sur le changement climatique global.

Réduction des émissions

Dans sa première phase (2005-2007), l'ETS tente de réduire les quantités élevées de CO₂ émises par les quelque 12 000 installations industrielles existant en Europe (qui appartiennent essentiellement aux secteurs de l'énergie et de l'industrie lourde). L'ETS couvre ainsi plus de 50 % des émissions en CO₂ de l'UE.

L'approche est simple. Chaque entreprise, en tant que source d'émissions, est autorisée à émettre un certain «quota» de CO₂. Cette quantité, établie en fonction de plans nationaux définis pour chaque pays participant, sera progressivement réduite.

Si une entreprise émet plus de CO₂ que le quota autorisé, elle doit acheter des «crédits de carbone» supplémentaires à une autre entreprise dont les émissions ont été inférieures au seuil autorisé. Ainsi, les entreprises qui investissent dans la réduction des émissions sont libres de vendre leur excès de crédit et d'en tirer profit. La première année, des crédits représentant 362 millions de tonnes de CO₂ ont été échangés sur le marché, pour une valeur de 7,2 milliards d'euros.

Une participation croissante

Au cours de la phase suivante (2008-2012), d'autres gaz à effet de serre et d'autres secteurs industriels (l'aviation civile, par exemple) seront ajoutés. L'étape suivante, capitale, sera d'établir un programme ambitieux de lutte contre le changement climatique à l'échelle globale, impliquant tous les émetteurs majeurs.



© stock.xchng

Une attitude plus responsable en matière de rejets dans l'environnement

Pour plus d'informations:

- Direction générale de l'environnement —
Système d'échange de droits d'émission de l'UE
(Emission Trading Scheme — ETS)
<http://ec.europa.eu/environment/climat/emission.htm>

-25-

Les mêmes droits pour les papas et les mamans

Les Européens ont de nombreux droits, qu'ils ignorent pour la plupart. Saviez-vous que les deux parents d'un nouveau-né ont droit à un congé parental après la naissance de leur enfant?

Congé maternel et paternel

L'une des choses les plus importantes pour un nouveau-né, qu'il en soit conscient ou pas, c'est le droit de ses parents à prendre un congé maternel ou paternel. Il a besoin de savoir qui va lui donner son prochain repas! C'est donc un grand soulagement de savoir que le papa et la maman ont tous les deux droits à un congé pour s'occuper du nouveau membre de la famille.

Autrefois, dans certains pays d'Europe, si elle avait de la chance, une jeune mère pouvait prendre un congé de quelques semaines, mais elle était parfois obligée de quitter son travail. Les jeunes pères n'avaient parfois pas la possibilité d'assister à la naissance et le droit de rester chez eux avec leur nouvel enfant n'était même pas envisageable. C'est donc une chance que l'égalité entre hommes et femmes soit aujourd'hui l'un des droits fondamentaux des citoyens de l'Union européenne. Tous les parents ont aujourd'hui la possibilité de changer les couches de leur rejeton!

Mode de fonctionnement

Dans la majorité des pays européens, les deux parents ont droit à un congé de trois mois, auquel le père comme la mère peuvent prétendre, mais qui n'est pas transférable de l'un à l'autre. À la fin du congé parental, les parents ont le droit de retrouver leur travail ou un poste équivalent ou similaire. Pour obtenir ce congé parental, les parents doivent informer leur employeur et indiquer la date de début et de fin du congé. Les détails à fournir dépendent du pays dans lequel ils travaillent, mais les employeurs doivent respecter les exigences minimales adoptées par tous les pays européens.

Ces mesures reflètent la volonté de l'Europe d'établir une véritable égalité des chances entre les hommes et les femmes.



© stock.xchng

Une situation aujourd'hui plus courante

Pour plus d'informations:

- Congés de maladie et de maternité
http://ec.europa.eu/youreurope/nav/en/citizens/working/cross-border/sickness-maternity-leave/index_fr.html?print=true
- Missoc — La protection sociale dans les États membres de l'UE et de l'Espace économique européen
http://ec.europa.eu/employment_social/missoc/2003/index_fr.htm

Élargissement: tous gagnants

Le succès appelle le succès. Au fil des années, de plus en plus de pays ont demandé à rejoindre l'Union européenne. Nous sommes passés du marché commun de 1957, composé de six pays, à une Union qui rassemble aujourd'hui 27 pays. Nous avons tous à gagner dans cet élargissement, à condition que les nouveaux membres satisfassent aux exigences de bien-être et de stabilité de l'UE.

Se développer ensemble

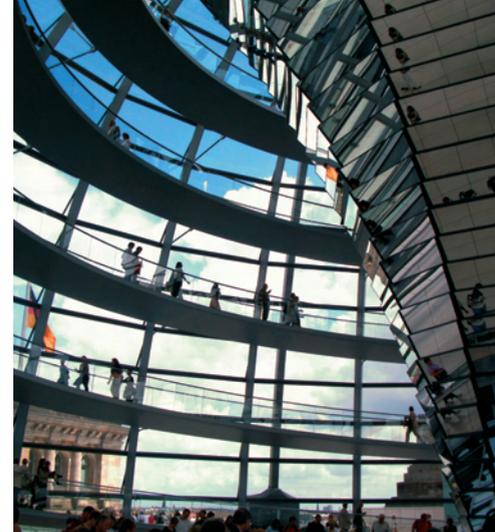
Agir en bon voisin a toujours été une priorité de l'Union, que ce soit en matière de commerce ou de politique. L'économie européenne doit poursuivre sa croissance. Le développement des pays qui entourent l'UE est donc dans l'intérêt de tous.

Lorsqu'un pays souhaite rejoindre l'Union européenne, il doit être soutenu dans la préparation des négociations et de son adhésion. Il doit savoir comment fonctionne l'UE et comprendre que l'adhésion n'implique pas seulement des droits mais aussi des devoirs.

Stabilité

Les pays qui souhaitent rejoindre l'Union bénéficient d'une aide technique et financière, définie cas par cas, ainsi que d'actions de collaboration visant à garantir leur stabilité. Ces dernières sont importantes, car, parmi les candidats et les membres les plus récents, certains sont encore aux prises avec l'établissement de la démocratie, d'une économie de marché fonctionnelle et d'une prospérité égale pour tous leurs citoyens. Plusieurs programmes d'aide ont été créés: Phare (instauré en 1989 pour aider les anciens pays communistes d'Europe centrale et de l'Est), ISPA et Sapard (destinés à soutenir la création d'infrastructures et le développement agricole et rural dans les pays candidats), CARDS (conçu spécifiquement pour les pays des Balkans occidentaux) et un programme spécifique pour la Turquie. En 2007, de nouvelles mesures d'aide ont été adoptées pour la Turquie et les pays des Balkans occidentaux.

Les pays reçoivent aussi des aides pour préparer leur intégration à l'UE. Ces aides mettent l'accent sur le processus d'admission qui permet aux pays candidats potentiels de passer au statut de pays candidats. Cette admission résulte d'une décision politique importante prise à la suite d'une procédure stricte et exigeante. Ce n'est qu'ainsi que chaque Européen, partout en Europe, pourra sortir gagnant de l'élargissement.



© stock.xchng

L'élargissement a contribué à la stabilité et au bien-être de l'Europe

Pour plus d'informations:

- Activités de l'Union européenne — Élargissement
http://europa.eu/pol/enlarg/index_fr.htm
- Direction générale de l'élargissement
http://ec.europa.eu/enlargement/index_fr.htm

Une banque au service de l'Europe

Au fil des ans, l'Union européenne a investi des milliards pour garantir le bien-être économique sur notre continent et soutenir toute une armée d'hommes et de femmes d'affaires qui se battent pour créer des emplois et stimuler la croissance économique.

La Banque européenne d'investissement (BEI) est une institution financière essentielle en Europe. Tout d'abord, elle s'efforce de rassembler des fonds pour financer d'importants projets d'infrastructures et soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises (PME). Par exemple, en 2004, la BEI a débloqué 28 milliards d'euros pour soutenir des projets d'amélioration dans les régions européennes les plus pauvres. Cet argent a permis de financer l'amélioration des infrastructures de transport et de communication, des initiatives de développement industriel, le développement de zones urbaines et des mesures de soutien dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Le sens du risque et de l'entreprise

Pourquoi est-il si important d'aider financièrement les chefs d'entreprise européens? Tout simplement parce qu'ils fournissent 75 millions d'emplois et représentent 99 % des entreprises en Europe. Le soutien direct aux PME est principalement fourni par le Fonds européen d'investissement (FEI), créé en 1994. La BEI utilise ce fonds pour permettre aux PME (qui opèrent pour la plupart soit dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, soit dans celui des sciences de la vie) d'accéder au capital-risque, et promouvoir ainsi les politiques européennes de croissance économique et de création d'emplois. Le marché du capital-risque est colossal: il représente aujourd'hui plus de 3 milliards d'euros.

Garantir l'avenir de l'Europe

Le FEI propose des garanties aux institutions financières qui prêtent de l'argent aux PME. Ce travail complexe et qui passe souvent inaperçu est d'une importance capitale pour les banques, car il les aide à réduire les risques d'investissement et les encourage à prêter davantage d'argent aux PME.



© stock.xchng

Soutien financier aux PME

Pour plus d'informations:

- Banque européenne d'investissement (BEI)
<http://www.eib.org/>

-28-

La technologie pour améliorer la qualité de vie

La société de l'information, autrefois scénario futuriste, est aujourd'hui une réalité. L'initiative i2010 veille à ce que tous les Européens aient un accès facile, sécurisé et abordable aux dernières technologies d'information et de communication (et à toutes les solutions qu'elles offrent pour nous simplifier la vie).

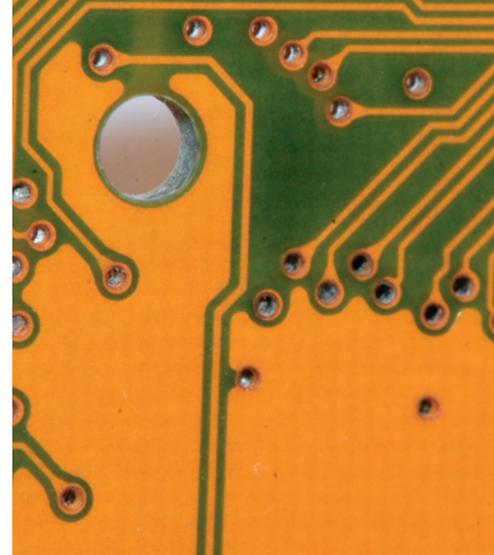
Vous écoutez peut-être de la musique sur votre lecteur mp3 lors de vos déplacements. Vous avez peut-être déjà envoyé des photos numériques à votre famille et à vos amis par courrier électronique, ou vous leur avez parlé par l'internet. Les médias apparaissent en ligne: de plus en plus de musique, de films et de programmes télévisuels sont mis à votre disposition sur votre ordinateur et sur votre téléphone portable. Les nouvelles technologies d'information et de communication vous proposent des services utiles et de nouveaux divertissements. Optimiser ces opportunités: voilà la priorité de l'initiative i2010.

Accéder à l'information, partout et n'importe quand

Aujourd'hui, vous pouvez organiser vos vacances ou payer vos impôts en ligne, depuis votre canapé. Réduire la paperasserie et gagner du temps en encourageant les gouvernements à multiplier et améliorer les services en ligne n'est qu'un des aspects de l'initiative i2010. L'autre grande priorité est de développer et de diffuser les nouvelles technologies d'information et de communication, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité. Saviez-vous, par exemple, qu'il est prévu d'introduire en Europe un dispositif embarqué à bord des véhicules qui alertera automatiquement les services d'urgence en cas d'accident? Cette nouvelle technologie d'appel électronique, appelée «e-Call», devrait permettre de sauver de nombreuses vies. La vôtre, peut-être?

Égalité d'accès = égalité des chances

L'un des grands enjeux est de garantir à tous les Européens, quels que soient leur âge, leur condition physique ou leur lieu de résidence, un accès égal aux possibilités qu'offrent les technologies de l'information et de la communication. Pour cela, il faut leur fournir des connexions internet «à large bande», très rapides. En encourageant les États membres à amener les réseaux à large bande dans les zones mal desservies et grâce également aux financements que l'Europe accorde aux régions les moins avantagées, i2010 a permis d'améliorer l'accès aux réseaux à large bande dans toute l'UE.



© stock.xchng

Une technologie qui peut améliorer votre qualité de vie

Pour plus d'informations:

- i2010 — Une société de l'information européenne en faveur de la croissance et de l'emploi
http://ec.europa.eu/information_society/eeurope/i2010/index_en.htm

Travailler ensemble au-delà des frontières

Les frontières nationales sont nombreuses, à l'intérieur et autour de l'Europe. Elles représentent des délimitations entre différentes législations, règles et habitudes séculaires. Mais ces différentes régions ont besoin de se développer ou d'enrayer la pollution, et, pour cela, elles doivent travailler ensemble. L'Europe est là pour leur faciliter la tâche.

L'«effet frontière»

Beaucoup de nations frontalières de l'Europe connaissent des problèmes importants. Ces régions frontalières se sont toujours senties éloignées, tant de leurs capitales que des autres régions frontalières. À la traîne, elles ont dû combler rapidement leur retard. Les grandes réalisations européennes ont déjà apporté leurs améliorations: un marché unique, une monnaie commune et moins de vérifications aux frontières. Toutes ces mesures simplifient la vie des habitants. De plus, en tant que régions européennes moins favorisées, elles ont reçu une aide considérable des Fonds structurels européens.

Mais l'UE nous aide aussi à juguler cet «effet frontière». Son initiative Interreg a permis de développer les régions transfrontalières. Outre l'apport d'un soutien financier, elle cherche à optimiser l'utilisation des ressources (financières, humaines ou structurelles).

Avantages pratiques

Les avantages pratiques sont évidents. Prenons l'exemple des autobus: les régions frontalières d'Allemagne et d'Autriche ont constitué en 1995 une «eurorégion». On peut désormais utiliser le même ticket d'autobus de part et d'autre de la frontière et effectuer autant d'allers et retours que l'on veut. Cette initiative a permis d'augmenter la fréquentation des autobus et de développer le tourisme local. Pourtant, sa mise en place n'a pas été aussi simple qu'il y paraît: il a fallu installer de nouveaux distributeurs automatiques de billets, définir des itinéraires coordonnés et harmoniser les taxes et les zones tarifaires. Une aide financière s'est révélée nécessaire. L'UE a également investi beaucoup d'argent dans l'amélioration des lignes ferroviaires transfrontalières (entre Dublin et Belfast, par exemple, ou entre Helsinki et Saint-Petersbourg).

Certes, les anciennes frontières présentaient quelques avantages. Certains des sites naturels les mieux préservés d'Europe se situent dans des zones frontalières. Avec l'ouverture des frontières, ces environnements pourraient être détériorés si aucune action de préservation n'est mise en œuvre. Interreg soutient des projets qui vont précisément dans ce sens: la préservation des magnifiques parcs naturels qui s'étendent de part et d'autre des frontières.



© stock.xchng

Dépasser les frontières régionales

Pour plus d'informations:

- Interreg III/Voisinage —
Sites internet des programmes
http://ec.europa.eu/regional_policy/interreg3/abc/progweb_en.htm

- 30 -

Des vols moins chers pour tous

Il n'y a pas si longtemps, les voyages en avion étaient occasionnels et onéreux. Mais depuis que l'Union européenne a autorisé la concurrence entre compagnies aériennes, le nombre de lignes et de vols a considérablement augmenté et les prix ont fortement diminué. Parcourir l'Europe en avion est aujourd'hui plus facile que jamais.

Au départ, le transport aérien international s'est développé sur la base d'accords restrictifs entre les gouvernements et les compagnies nationales. Trop souvent, ces compagnies aériennes, sécurisées dans des positions de monopoles, organisaient des vols à leur convenance et imposaient à leurs passagers des tarifs dépassant largement le coût du service fourni. Dans les années 80, l'Union européenne a décidé de mettre fin à ces accords confortables et d'ouvrir le marché à la concurrence. Ainsi, depuis 1993, l'Union européenne (de même que plusieurs pays limitrophes) est devenue un immense marché unique pour le transport aérien.

Libre concurrence

Toute compagnie aérienne ayant obtenu une licence d'exploitation dans un pays de l'UE (respectant les normes de sécurité et autres conditions) peut offrir ses services aériens partout dans l'Union, même sur les lignes nationales d'un autre pays que le sien. Les restrictions sur les tarifs et sur les horaires, entre autres, ont été supprimées. Aujourd'hui, la plus grande restriction pesant sur les nouveaux services aériens est le manque de capacité d'accueil des plus grands aéroports européens.

De nouvelles perspectives

Cette ouverture a eu pour résultat le lancement de toute une série de nouvelles compagnies aériennes, l'apparition de nouvelles compagnies dites de «service minimal» ou «à bas coût» et de centaines de nouveaux services mettant en relation un très grand nombre d'aéroports européens. Les prix ont chuté sur toutes les compagnies, les réservations sont facilitées (surtout par l'internet) et les passagers peuvent désormais voyager plus souvent, à moins cher et vers plus de destinations.



© stock.xchng

Plus de destinations à des prix abordables

Pour plus d'informations:

- Direction générale de l'énergie et des transports —
Marché intérieur
http://ec.europa.eu/transport/air_portal/internal_market/index_fr.htm

- 31 -

Catalyseur du changement

Ces quinze dernières années, une invention relativement modeste mais très ingénieuse a permis de réduire radicalement la pollution toxique générée par les voitures. Il s'agit du convertisseur catalytique qui ronronne sous votre voiture: un petit réacteur chimique qui transforme les gaz d'échappement en substances moins nocives pour l'environnement.

Aujourd'hui, grâce surtout aux convertisseurs catalytiques, mais aussi à l'amélioration des réglementations sur les carburants et aux progrès réalisés en technologie motrice, les émissions de gaz toxiques sur les nouvelles voitures européennes ont été réduites de 95 % par rapport à il y a vingt ans.

Ces catalyseurs transforment les molécules des gaz d'échappement de votre voiture en des substances beaucoup moins nocives pour l'environnement et les citoyens européens.

Ils ont fait leur apparition sur les véhicules européens en 1985. Depuis 1991, grâce à de nouvelles lois européennes plus étendues, chaque voiture neuve vendue au sein de l'Union européenne est équipée d'un convertisseur catalytique. Cette technologie a aussi contribué à éliminer le plomb dans le carburant, cette substance étant aussi nocive pour les convertisseurs que pour les hommes.

Développement des catalyseurs à trois voies

Mais ce n'est pas tout: des catalyseurs à trois voies ont été conçus pour les moteurs à essence. Ils permettent de transformer simultanément le monoxyde de carbone (toxique) et les hydrocarbures imbrûlés (nocifs) en dioxyde de carbone et en eau. Dans le même temps, ils transforment les composants d'oxyde d'azote, dangereux, en azote, substance inoffensive.

Sur les véhicules diesel, non seulement l'oxydation catalytique produit le même effet sur le monoxyde de carbone et les hydrocarbures, mais des filtres et autres systèmes sont aussi utilisés pour éliminer les petites particules de diesel pouvant être toxiques en cas d'inhalation.

Bien sûr, l'histoire des catalyseurs n'est pas terminée: cette technologie est en perpétuelle évolution, cherchant à réduire toujours davantage les émissions de gaz d'échappement et à améliorer la qualité de l'air pour tous.



© stock.xchng

Des convertisseurs catalytiques pour un air plus pur

Pour plus d'informations:

- Direction générale de l'environnement —
Transport et air pur
<http://ec.europa.eu/environment/air/index.htm>

Un projet qui a du chien

Auparavant, partir en vacances à l'étranger signifiait souvent laisser derrière soi un membre important de la famille: son animal de compagnie! Mais aujourd'hui, grâce au passeport européen pour les animaux de compagnie, les «meilleurs amis de l'homme» peuvent partir à la découverte de l'Europe.

Depuis 2004, le passeport européen pour animaux de compagnie facilite la circulation des animaux, qui peuvent accompagner leur maître partout en Europe. Ce passeport n'est pas réservé aux chiens et aux chats; même les furets domestiques peuvent en obtenir un! Les formalités sont simples: le propriétaire emmène son animal chez le vétérinaire avant de partir en vacances pour obtenir un passeport, qui devra indiquer que les principaux vaccins ont bien été effectués et signaler tout traitement médical important.

Rage

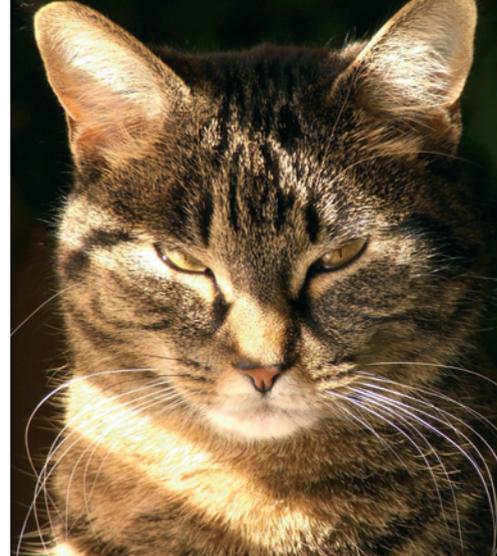
Le passeport mentionne notamment si chaque animal dispose d'un certificat de vaccination antirabique valide. C'est la principale condition requise pour entrer dans tous les pays européens; c'est aussi une avancée importante dans le contrôle de cette dangereuse maladie, qui peut toucher aussi bien les animaux que les hommes. Certains pays (l'Irlande, Malte, la Suède et le Royaume-Uni) exigent aussi des preuves de l'efficacité de la vaccination antirabique au moyen d'un test supplémentaire que tout vétérinaire peut pratiquer.

Quelques pays européens demandent également des preuves que les animaux ont été traités contre les tiques et les vers plats. Il est donc important que les propriétaires des animaux vérifient les exigences de leur pays de destination avant de partir.

Tatouage ou micropuce électronique

Pour être un vrai globe-trotter, tout animal de compagnie doit disposer, en plus de son passeport, d'un signe de reconnaissance plus permanent permettant de l'identifier où qu'il aille. Il peut s'agir soit d'un code tatoué sur l'animal, soit d'une micropuce électronique (lisible par une machine adaptée) placée sous la peau. À l'avenir, il est probable que la micropuce sera la seule solution d'identification valable.

C'est ainsi que, grâce au passeport, les Européens peuvent désormais, s'ils le souhaitent, emmener leurs animaux de compagnie en vacances!



© stock.xchng

Emmenez-moi avec vous!

Pour plus d'informations:

- Voyager en Europe — Animaux de compagnie
http://europa.eu/abc/travel/pets/index_fr.htm
- Mouvements d'animaux de compagnie (chiens, chats et furets) —
Mouvements non commerciaux dans l'UE
http://ec.europa.eu/food/animal/liveanimals/pets/nocomm_intra_fr.htm

Le droit de choisir — La liste noire des compagnies aériennes

Nous sommes rassurés de savoir que, dans l'Union européenne, on peut désormais choisir un vol en toute sécurité et éviter de réserver un billet auprès d'une compagnie peu fiable, simplement en consultant un site internet.

Prendre un avion n'est jamais sans risque, mais on peut exiger des transporteurs aériens qu'ils respectent certaines normes, que ce soit dans le transport de passagers ou de marchandises. Avant la création de la liste noire des compagnies aériennes, un transporteur pouvait être interdit d'exploitation dans un pays de l'UE mais continuer à exercer librement dans un autre. N'était-ce pas déroutant?

La Commission européenne a donc demandé aux autorités nationales de lui envoyer leurs «listes» et, après une analyse approfondie menée par un comité d'experts en sécurité aérienne, la liste noire des compagnies aériennes peu sûres a vu le jour en 2006, nommant et blâmant les opérateurs qui ne respectaient pas les normes internationales.

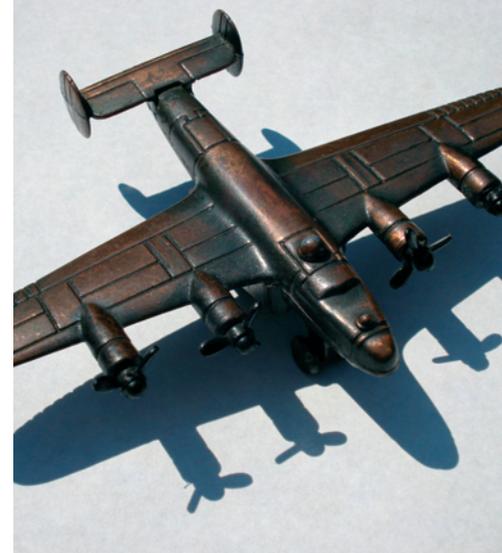
Les contrôles effectués sur les quelque 100 compagnies ayant eu le déshonneur de figurer sur la liste préliminaire ont révélé de nombreuses défaillances: contrôles techniques et entretien insuffisants, voire obsolescence des appareils.

Les leçons tirées

L'Europe a tiré une rude leçon de l'accident de l'avion affrété par Flash Airline en 2004 à Sharm el-Sheikh (Égypte). Selon les rapports, ce transporteur avait été interdit dans l'espace aérien suisse, mais les passagers ne le savaient pas. Presque la moitié des compagnies indiquées sur la liste sont basées en République démocratique du Congo, une douzaine en Guinée équatoriale et une dizaine en Sierra Leone. Grâce au site internet, les Européens ont désormais la possibilité de consulter la liste tenue à jour des compagnies aériennes peu scrupuleuses.

En établissant cette liste, la Commission fait bien plus que taper sur les doigts des opérateurs peu fiables et des pays délivrant des licences d'exploitation sous pavillon de complaisance. La liste noire a un véritable impact, en particulier parce que les passagers potentiels peuvent exprimer leur désaccord et choisir des compagnies aériennes plus sûres.

L'UE investit aussi lourdement dans des programmes de coopération visant à aider les pays concernés à respecter les normes de sécurité. Depuis janvier 2007, l'Agence européenne de la sécurité aérienne a pris le relais du programme d'évaluation de la sécurité des aéronefs étrangers (SAFA), géré précédemment par les Autorités conjointes de l'aviation (JAA). La stratégie de bannissement des compagnies aériennes peu sûres est ainsi plus cohérente.



© stock.xchng

Mieux vaut savoir avec qui on vole

Pour plus d'informations:

- Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA)
<http://www.easa.europa.eu/>
- Autorités conjointes de l'aviation (JAA)
<http://www.jaa.nl/>
- Liste des compagnies aériennes qui font l'objet d'une interdiction d'exploitation dans l'UE
http://ec.europa.eu/transport/air_portal/safety/black_list_fr.htm

Plus qu'un label, c'est une déclaration écologique

La moitié de la planète souffre de sécheresse et l'autre d'inondations: les populations s'inquiètent de plus en plus de l'environnement et surtout du changement climatique. Le label écologique de l'Union européenne donne aux industriels la possibilité d'exprimer leur nature «écologique» et aux consommateurs de les soutenir en choisissant des produits arborant la fleur symbolique.

Le label écologique (et son logo en forme de fleur) est apparu en 1993. C'est la marque que l'Europe appose sur les produits et les services qui représentent un meilleur choix pour l'environnement.

Le label écologique aide les industriels, les commerçants et les fournisseurs de services à faire savoir qu'ils respectent des normes strictes tout au long du cycle de vie de leurs produits. Lorsqu'ils aperçoivent ce symbole, les consommateurs peuvent faire leur choix de façon éclairée, en sachant que le label écologique est mérité. En effet, il repose sur des études scientifiques récentes et fiables et prend en compte la santé des consommateurs tout comme les méthodes de développement des produits.

Alléger son «empreinte carbone»

On trouve le label dans différents secteurs: produits de nettoyage, électroménager, articles d'intérieur et de jardin, textile ou même tourisme. Sont exclus les produits alimentaires et les boissons, le secteur médical et pharmaceutique et tous les produits fabriqués selon des processus «susceptibles de représenter un danger significatif pour les hommes ou l'environnement».

Le projet cherche à encourager les entreprises à solliciter le label écologique et, si elles l'obtiennent, à utiliser le label dans leur stratégie de communication. La multiplication des produits marqués du label écologique contribuerait à sensibiliser les consommateurs sur la fragilité de notre environnement.

En 2006, plus de 300 produits européens arboraient fièrement le label écologique, dont 92 en Italie. Le plus souvent, on retrouve la marque d'approbation écologique sur des produits textiles, des peintures intérieures et des logements touristiques.

Les Européens recherchent de nouveaux moyens d'atténuer leur impact sur la planète (en allégeant leur «empreinte carbone»). Il est donc très probable que le label écologique deviendra de plus en plus important.



Le label écologique vous aide à trouver des produits qui respectent l'environnement

© stock.xchng

Pour plus d'informations:

- Page d'accueil du label écologique de l'Union européenne
http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/index_en.htm
- Le catalogue du label écologique européen
<http://www.eco-label.com/>

- 35 -

La sécurité des consommateurs européens

L'Europe est un immense marché unique pour les biens de consommation. Mais les consommateurs veulent être sûrs que les produits qu'ils achètent sont de bonne qualité et surtout sans danger. C'est pourquoi les règles européennes sur la sécurité des produits sont aussi importantes.

Ces règles garantissent la sécurité de tous les citoyens de l'Union européenne en faisant en sorte que tous les consommateurs bénéficient du même niveau élevé de protection. Des normes strictes ont été définies et les produits défectueux doivent être retirés du marché. Un service d'échange d'informations rapide (RAPEX) a été établi. Il permet d'avertir au plus vite l'ensemble des consommateurs européens en cas de problème sur un produit dans une région et de lancer une procédure de retrait du produit, le cas échéant.

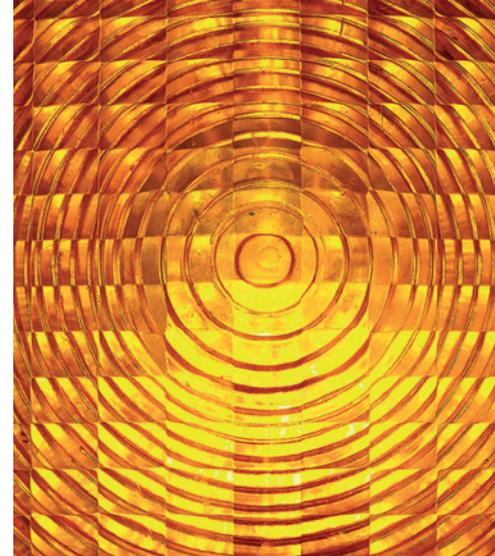
Liberté d'achat

Le principal objectif des règles sur la sécurité des produits est de permettre aux consommateurs européens d'effectuer leurs achats partout et en toute confiance, que ce soit en ligne, sur une place de marché ou dans un magasin traditionnel. De plus, outre quelques règles générales s'appliquant à tous les produits, d'autres réglementations de sécurité spécifiques ont été établies pour certains articles comme les jouets, les appareils électriques ou à gaz, les machines et les véhicules de camping.

La science de la sécurité

Ces règles spécifiques ne sont définies que si elles sont nécessaires ou si la science révèle un nouveau risque potentiel. L'interdiction d'utiliser les phtalates en est un bon exemple. Les phtalates sont des substances chimiques qui étaient utilisées dans les jouets et d'autres produits de puériculture pour assouplir le plastique. Mais ils comportaient aussi des risques pour la santé des enfants. Les phtalates sont aujourd'hui interdits.

Naturellement, ce type de décision est basé sur des évaluations scientifiques minutieuses. En définitive, lorsqu'il en va de la sécurité du consommateur, mieux vaut être sûr que désolé.



© stock.xchng

Faire la lumière sur la sécurité des produits!

Pour plus d'informations:

- Directive de l'Union européenne relative à la sécurité des produits
http://ec.europa.eu/consumers/cons_safe/prod_safe/gpsd/revisedGPSD_en.htm
- RAPEX — Dernières notifications
http://ec.europa.eu/consumers/dyna/rapex/rapex_archives_fr.cfm

REACH: les produits chimiques sous contrôle

Grâce à l'Union européenne, de nouveaux contrôles ont été instaurés pour protéger l'homme et l'environnement des substances chimiques dangereuses tout en soutenant la compétitivité de l'industrie chimique européenne.

Jusqu'à présent, l'utilisation et la manipulation des produits chimiques faisaient l'objet d'une multitude de lois sur la sécurité, d'où une certaine confusion. La nouvelle politique REACH (contraction de Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals — enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques) de l'Union européenne est venue tout simplifier. Avec REACH, les entreprises européennes sont tenues d'évaluer et de gérer les risques associés aux produits chimiques qu'elles fabriquent, importent ou utilisent.

Trouver le juste équilibre

La difficulté était de trouver le juste équilibre entre plusieurs objectifs potentiellement contradictoires. Ces objectifs ont été répertoriés dans un important document européen, le livre blanc «Stratégie pour la future politique dans le domaine des substances chimiques»: protéger la santé humaine et l'environnement des substances chimiques dangereuses; préserver la compétitivité de l'industrie chimique communautaire; promouvoir l'expérimentation non animale. Avec la nouvelle stratégie REACH, l'Union s'est efforcée de trouver une formule adéquate.

Substances chimiques dangereuses, la vigilance est de rigueur

La nouvelle stratégie REACH est donc destinée à protéger les êtres humains des substances chimiques potentiellement dangereuses. Parallèlement, les gouvernements européens sont conscients de la nécessité de soutenir l'innovation et la compétitivité de l'industrie chimique sur le marché mondial.

Avec REACH, l'Union européenne s'efforce de garantir que tous les fabricants, les importateurs et les utilisateurs de substances chimiques sont conscients de leurs obligations et sont prêts à les assumer.



© stock.xchng

Dangereux, mais à quel point? Maintenant vous le savez

Pour plus d'informations:

- Commission européenne — REACH
http://europa.eu/scadplus/glossary/chemicals_regulatory_framework_fr.htm

Reconnaissance des qualifications

L'Europe travaille dur pour que les employeurs et les organismes de formation reconnaissent plus facilement les qualifications «étrangères». Cela serait particulièrement utile pour les jeunes diplômés qui veulent poursuivre leurs études, voire travailler dans un autre pays d'Europe, mais qui s'inquiètent du fait que leurs qualifications ne soient pas reconnues en dehors de leur pays.

En 1999, les pays européens se sont concertés pour créer le «processus de Bologne», avec pour objectif une réalisation majeure: un «espace européen de l'enseignement supérieur» qui facilite le déplacement des étudiants en Europe. À long terme, cette initiative facilitera aussi le déplacement des travailleurs et améliorera la compétitivité de l'économie européenne. Le processus de Bologne concerne aujourd'hui 46 pays et s'appuie sur l'expérience d'un million d'étudiants Erasmus.

Une reconnaissance mutuelle

Pour que le processus de Bologne fonctionne, il est essentiel que les pays européens acceptent de reconnaître les qualifications de l'enseignement général et des formations professionnelles des autres membres, tâche qui est loin d'être aisée étant donné la diversité des systèmes d'éducation et de formation existant en Europe! Des progrès ont toutefois été réalisés: par exemple, un cadre européen de qualifications (CEQ) est en cours d'élaboration pour les membres de l'UE et les pays du processus de Bologne, ce qui est une excellente nouvelle. Ce cadre permettra de créer des liens entre les systèmes de qualification des différents pays (dans tous les secteurs) pour une meilleure compréhension mutuelle, ce qui facilitera la reconnaissance et le transfert des qualifications.

Diplômés, voyagez!

En 1984, un réseau de centres a été créé en Europe pour fournir des conseils et des informations sur la reconnaissance académique des diplômes obtenus à l'étranger (ENIC-NARIC). En 1989, la Commission européenne a créé le système européen de transfert d'unités de cours capitalisables dans l'enseignement supérieur (ECTS), aujourd'hui couramment utilisé pour faciliter la reconnaissance des cursus réalisés à l'étranger. Le supplément européen au diplôme aide aussi les universités et les employeurs étrangers à comprendre plus rapidement le contenu des diplômes.



© stock.xchng

Vers un espace européen de l'enseignement supérieur

Pour plus d'informations:

- La reconnaissance et la transparence des qualifications
http://ec.europa.eu/education/policies/rec_qual/rec_qual_fr.html
- Le processus de Bologne —
Vers l'espace européen de l'enseignement supérieur
http://ec.europa.eu/education/policies/educ/bologna/bologna_en.html

Une police européenne

Grâce à l'Office européen de police (Europol), l'autorité policière de l'Union européenne, les forces de police des différents pays d'Europe collaborent plus facilement et font de l'Union européenne un endroit plus sûr.

Europol, créé en 1999, est une force de police européenne à part entière, vouée au soutien des forces de police de tous les États membres de l'UE. Elle aide les officiers de police de toute l'Europe dans leur lutte contre le trafic de drogues, l'immigration illégale, le terrorisme, le trafic humain, la contrefaçon et le blanchiment d'argent, entre autres.

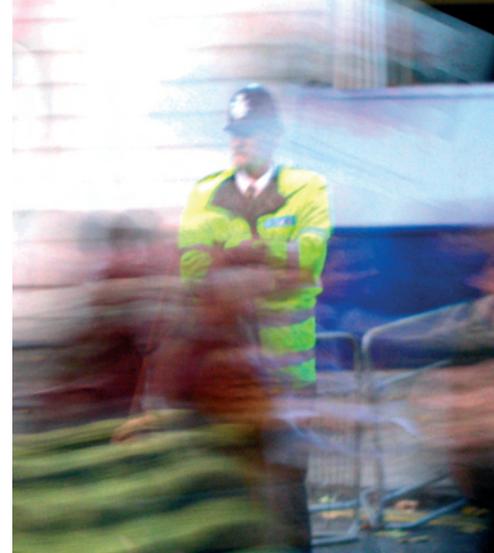
Menaces, renseignements et langues

Ce soutien se traduit par une aide directe lorsque les forces de police d'un pays identifient une organisation criminelle sévissant dans plusieurs autres pays de l'UE. Europol facilite le partage d'informations, génère des «rapports stratégiques» (par exemple des évaluations de la menace encourue) et d'autres types de renseignements. Il peut même offrir son expertise technique ainsi que des renforts. Les officiers d'Europol travaillent en étroite collaboration avec les pays membres pour optimiser leur potentiel de coopération. Parfois, il s'agit simplement d'aider deux forces de police à s'entendre lorsque des barrières linguistiques gênent la communication.

Drogues et faux billets sont le lot quotidien

Dans de nombreuses occasions, les forces de police européennes sont venues à bout d'importantes organisations criminelles avec l'aide d'Europol. En 2005 et 2006, Europol a collaboré avec les polices allemande et néerlandaise dans une opération qui a permis le démantèlement d'une importante organisation de fabricants de stupéfiants. En 2006, Europol, en partenariat avec les services secrets des États-Unis, a participé avec les forces de police espagnoles et colombiennes à une opération qui a permis la saisie de 5 millions d'euros et 4,3 millions de dollars en faux billets.

Chaque année, l'aide d'Europol est de plus en plus sollicitée: un signe manifeste que cette jeune organisation est sur la bonne voie et qu'elle permet effectivement aux Européens respectueux des lois de vivre au quotidien sans s'inquiéter pour leur sécurité.



© stock.xchng

Coopération policière à l'échelle européenne

Pour plus d'informations:

- L'Office européen de police
<http://www.europol.europa.eu/>

- 39 -

Soutien aux régions européennes

Selon certains, l'Europe n'est qu'une gigantesque bureaucratie fédérale, ce qui est loin d'être vrai. Au cours des cinquante dernières années, l'Union européenne a accordé un soutien politique majeur et d'importantes aides financières aux régions européennes (surtout les plus pauvres).

Les politiques régionales de l'Union ont pour objectif d'améliorer les perspectives économiques et sociales de tous les citoyens, en réduisant notamment les écarts entre les régions riches et les régions pauvres. Égalité est synonyme de cohésion pour l'ensemble de l'Europe (point qui n'avait pas échappé aux fondateurs de l'Europe, qui avaient souligné le besoin de réduire le «retard des régions moins favorisées»).

De l'argent bien dépensé

Aujourd'hui, un tiers du budget de l'Europe est consacré à l'amélioration des performances économiques et de la compétitivité de ses régions, au moyen d'«instruments» (par exemple des outils d'investissement), tels que le Fonds européen de développement régional, qui a accordé aux régions les plus pauvres des milliards d'euros pour améliorer les perspectives d'emploi et soutenir les entreprises locales. Un autre fonds, le Fonds de cohésion, sert à financer les infrastructures de transport et les initiatives environnementales dans les régions européennes les moins favorisées. Ces initiatives sont particulièrement importantes dans une Europe élargie, les nouveaux membres ayant souvent besoin d'une aide financière de ce type.

Forger de nouvelles amitiés

L'Union européenne fédère les volontés autour de projets qui cimentent les relations culturelles, économiques et sociales, au-delà des frontières régionales et nationales. Les centaines de projets financés conjointement par l'Union européenne et par les pays membres le prouvent: des millions d'euros sont aujourd'hui consacrés à l'amélioration des infrastructures de transport et des jonctions qui rapprocheront les zones isolées de la péninsule ibérique du reste de l'Europe. Autres exemples: l'initiative «Alpeuregio», par laquelle les régions alpines d'Italie et d'Autriche se sont unies pour améliorer leurs performances économiques, ainsi que le projet IRMA, qui rassemble six pays dans le but de mieux gérer la prévention des inondations dans la partie Nord du Rhône. Les régions sont le théâtre de nombreux exemples de réussite de l'Europe.



Nouvelle autoroute reliant Porto à Valença do Minho (à la frontière de la Galice), Portugal

© Commission européenne

Pour plus d'informations:

- Politique régionale — Inforegio
http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm
- Success Stories: projets à travers l'Europe
http://ec.europa.eu/regional_policy/projects/stories/index_fr.cfm

-40-

Oscars et palmes d'or européens

Sans les fonds MEDIA, certains des films européens les plus connus en seraient restés au stade des idées. Le soutien qu'apporte MEDIA à l'industrie cinématographique et audiovisuelle depuis vingt ans a permis de révéler l'identité culturelle européenne.

Avez-vous vu *Dogville* de Lars von Trier, *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain* de Jean-Pierre Jeunet (lauréat du Prix du film européen), *Caché* de Michael Haneke (Palme d'or) ou *La vie des autres* de Florian Henckel von Donnersmarck, qui a récemment remporté un Oscar? Ce ne sont que quelques exemples de films européens devenus célèbres en Europe, et ailleurs, grâce au programme MEDIA.

Depuis dix-huit ans, MEDIA a su stimuler la créativité dans le développement et la formation cinématographiques, sans perdre de vue l'aspect commercial du secteur audiovisuel, notamment la production et la distribution.

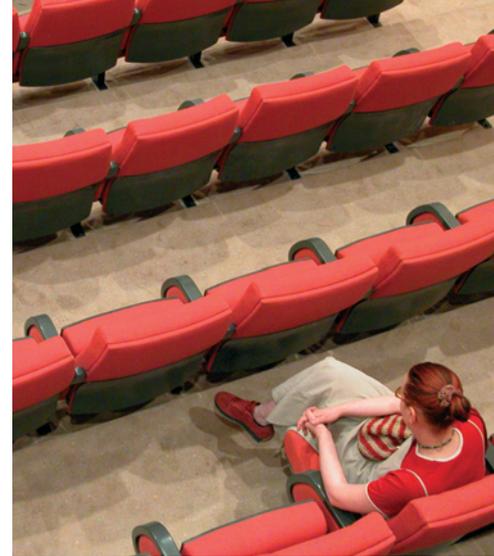
La Commission européenne, qui fournit les financements, décrit l'industrie cinématographique comme un vecteur d'expression de la citoyenneté, de la culture et de l'identité européennes, en particulier pour les jeunes. Lorsque les pays européens sont trop petits pour que leur propre industrie cinématographique soit florissante, MEDIA donne aux artistes la possibilité de travailler ensemble et de partager leurs sources d'inspiration de part et d'autre des frontières européennes, au bénéfice de tous.

Les résultats parlent d'eux-mêmes

Rien qu'en 2005, MEDIA a consacré 9,5 millions d'euros à la promotion de films, d'événements et de festivals. Près de 300 pro-jets ont reçu une aide financière à la rédaction du scénario, soit une somme totale de 17,6 millions d'euros. Plus de 60 millions d'euros ont été consacrés à la distribution de quelque 1 554 projets cinématographiques et télévisuels qui, grâce à ces fonds, ont pu sortir du pays dans lequel ils avaient été produits. Cela permet une meilleure compréhension interculturelle, essentielle pour forger une véritable identité culturelle européenne.

Le programme MEDIA est engagé dans des projets de formation et dans des projets pilotes et soutient le réseau Europa Cinemas, qui regroupe 670 théâtres indépendants, soit plus de 1 500 salles dans 340 villes et 50 pays du monde entier. De plus, il faut garder à l'esprit que chaque euro de budget européen génère environ 6 euros d'investissements privés dans le secteur.

Les années qui viennent s'annoncent aussi prometteuses. Un budget de 755 millions d'euros a été accordé au programme MEDIA 2007, qui s'étendra jusqu'à 2013. La priorité reste la distribution et la promotion des films européens hors de leur pays d'origine, en Europe et dans le monde entier (environ 65 % du budget total). Une attention particulière sera accordée au fait que notre industrie cinématographique reste au fait des nouvelles technologies numériques. La prochaine fois que vous irez voir un film, prêtez donc attention au nom MEDIA, dans le générique ou sur l'affiche!



© stock.xchng

Image impensable si l'on projette un film MEDIA...

Pour plus d'informations:

- Programme MEDIA
http://ec.europa.eu/information_society/media/index_fr.htm
- Société de l'information
http://ec.europa.eu/dgs/information_society/index_fr.htm
- Commission européenne — Société de l'information — MEDIA 2007
http://ec.europa.eu/information_society/doc/factsheets/061-media-fr.pdf

Un brillant avenir pour l'énergie

Le projet de fusion nucléaire ITER a moins d'un an, mais les travaux autour de cette idée ont commencé il y a plus de cinquante ans. Peut-être faudra-t-il encore cinquante ans pour qu'il devienne réalité. Mais cela vaut la peine d'attendre, car la récompense serait extraordinaire: un accès à la puissance illimitée du soleil grâce à la fusion nucléaire.

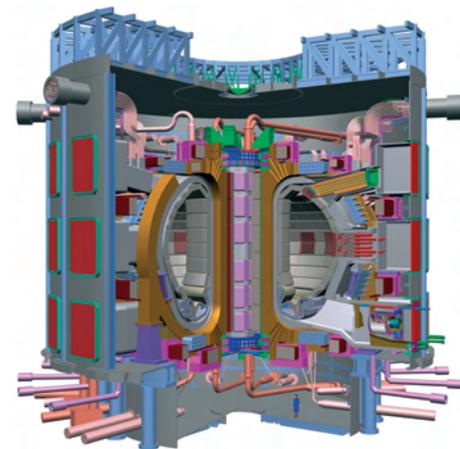
ITER signifie «le chemin» en latin. Une équipe constituée des meilleurs scientifiques européens se charge de construire le réacteur, dans le sud de la France. La fusion nucléaire pourrait être l'avenir de la production énergétique mondiale. Avant ITER, l'Europe était déjà à l'avant-garde de la recherche sur l'énergie de fusion avec JET (contraction de Joint European Torus), le plus gros réacteur expérimental de fusion nucléaire.

La fusion est l'énergie utilisée par le soleil, sans laquelle la vie sur terre serait impossible. La fusion consiste à comprimer deux atomes légers d'hydrogène pour former un seul atome d'hélium et d'énergie. Dans le soleil, 600 millions de tonnes d'hydrogène sont «brûlées» chaque seconde. ITER devant travailler à plus petite échelle que le soleil, sa chaleur devrait être encore plus élevée!

Pour cela, on utilise une machine en forme de tore (à l'image d'un beignet avec un trou), appelée «tokamak», pour chauffer le gaz hydrogène à 100 millions de degrés et le comprimer à l'aide d'aimants spéciaux. Cela demande beaucoup d'énergie, mais la fusion de l'hydrogène en produira dix fois plus. Imaginez-vous l'importance d'une telle découverte dans un monde qui en consomme de plus en plus?

Une énergie sensationnelle

ITER, le plus important projet de recherche énergétique au monde, est un vrai projet international dans lequel sont impliqués, en gage de succès, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Japon et la Russie en plus de l'Europe. D'une durée de trente-cinq ans, il coûtera environ 10 milliards d'euros, dont la moitié sera financée par les pays européens. Mais s'il aboutit, ce sera le début d'une énergie durable quasiment illimitée, capable d'alimenter toute la planète.



© Commission européenne

ITER: la complexité scientifique au service des grandes idées

Pour plus d'informations:

- Direction générale de la recherche — Énergie de fusion
http://ec.europa.eu/research/energy/fu/article_1122_en.htm
- Entreprise européenne commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion — «Fusion for Energy»
http://ec.europa.eu/research/energy/fu/fu_rd/article_3329_en.htm
- JET — EFDA
<http://www.jet.efda.org/>
- ITER
<http://www.iter.org/>

Adieu les déchets!

Certains trouveront peut-être que la stratégie de l'Union européenne sur le recyclage des déchets est une histoire de réussite insolite. Pourtant, elle a sans aucun doute amélioré sans commune mesure la qualité de vie actuelle et future des citoyens européens.

La croissance économique et les richesses qu'elle génère font partie des grands objectifs de l'Union européenne. Mais la croissance économique a souvent un effet pervers: elle augmente la production de déchets. Comme les entreprises produisent plus et puisque les gens consomment plus, les déchets augmentent, et il faut s'en débarrasser. Cependant, les mesures de prévention des déchets mises en œuvre par l'Union européenne (comme les taxes sur les emballages non recyclables) aident déjà à dissocier la production de déchets de la croissance économique. De même, le recyclage se développe: en 2002, en moyenne, 58 % du verre et 57 % des déchets métalliques étaient récupérés et recyclés.

Une consommation peu efficace

L'UE produit deux milliards de tonnes de déchets par an (soit environ 3,5 tonnes de déchets solides par citoyen). Ces déchets sont déversés dans des décharges ou brûlés dans des incinérateurs, ce qui est dommageable pour l'environnement. Les décharges rejettent du dioxyde de carbone et du méthane dans l'atmosphère ainsi que des substances chimiques et des pesticides dans le sol et dans les eaux souterraines, contaminant l'air, l'eau et le sol. Cette contamination est dangereuse pour la santé humaine ainsi que pour les plantes et les animaux.

Briser le lien richesse-déchets

Le principal objectif du sixième programme d'action environnementale de l'UE, considéré comme l'une des priorités essentielles, est de dissocier la production de déchets de l'activité économique, pour que la croissance européenne ne soit plus synonyme de production d'ordures. Trois méthodes sont utilisées: la prévention des déchets, l'augmentation du recyclage et l'amélioration de l'élimination.

Bien sûr, l'Europe travaille en collaboration étroite avec les autorités nationales et régionales de chaque pays membre souhaitant appliquer ces stratégies «sur le terrain». La prochaine fois que vous verrez vos conteneurs de collecte du verre habituels et vos poubelles multicolores, pensez aux progrès accomplis.



© stock.xchng

Ces conteneurs peuvent améliorer considérablement votre qualité de vie

Pour plus d'informations:

- Commission européenne — Environnement — Présentation des stratégies en matière de déchets <http://ec.europa.eu/environment/waste/index.htm>

Une Europe toujours en contact

Vous allez quelque part? Les réseaux transeuropéens (RTE) peuvent vous aider. Les RTE permettent de faire circuler des marchandises et des personnes, mais aussi de l'électricité, du gaz et des communications, dans toute l'Europe. Ils aident aussi les Européens à rester en contact et à livrer des marchandises. C'est la vocation même de l'Europe.

Transports

Voies ferrées, routes, voies aériennes, voies navigables: toutes ces infrastructures ont été améliorées grâce aux réseaux transeuropéens de transport (RTE-T). De plus, ces réseaux connectent différents moyens de transport pour optimiser l'utilisation de chacun. Toute cette organisation requiert une certaine intelligence et, sans vantardise aucune, les RTE sont plutôt intelligents. L'Europe est extrêmement pointue en matière de gestion intelligente des transports. Elle possède même son propre système de navigation par satellite, appelé «Galileo».

Les RTE aident aussi les navigateurs d'Europe. Il existe des systèmes de positionnement des navires, de comptes rendus de navires transportant des marchandises dangereuses et de communication pour la sécurité en mer. Enfin, les RTE garantissent la sécurité et l'efficacité des transports aériens grâce au plan de navigation aérienne et au contrôle du trafic aérien.

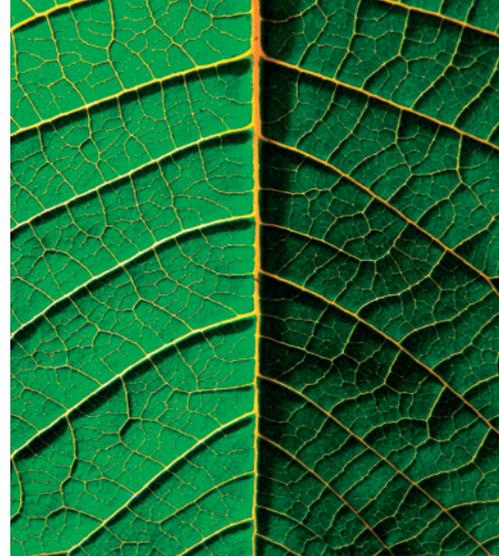
Des lacunes subsistent dans les systèmes de transport européens, mais les RTE aident les gouvernements nationaux à les combler. C'est un enjeu aujourd'hui crucial dans l'Europe élargie. Les liaisons ferroviaires à grande vitesse ont fait l'objet d'investissements considérables. Des aides ont été octroyées, cas par cas, pour financer la construction de routes reliant des routes existantes. En bref, tous les éléments ont été réunis pour créer un réseau européen des transports de haute qualité. Tout cela sans oublier les exigences environnementales.

Énergies

Les réseaux transeuropéens de l'énergie (RTE-E) opèrent dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel. Ils contribuent à la création d'un marché de l'énergie unique en Europe (et à garantir l'approvisionnement énergétique futur des Européens).

Communications

Les réseaux transeuropéens de télécommunication (e-RTE) relient les services de télécommunication européens. Ils sont au cœur même de l'initiative «Europe — Une société de l'information pour tous».



© stock.xchng

Les RTE: un réseau d'interconnexions

Pour plus d'informations:

- Glossaire Europa — Réseaux transeuropéens
http://europa.eu/scadplus/glossary/ten_fr.htm

Plus de choix pour les consommateurs

Un ingénieur slovaque titulaire d'un diplôme universitaire espagnol travaille pour une entreprise automobile allemande basée au Royaume-Uni, fondée par une banque italienne et utilisant de l'électricité générée en France: bienvenue sur le marché unique!

Le marché unique, c'est la libre circulation des biens, des services, du capital et des personnes. En tant que tel, il constitue l'une des plus grandes réalisations de l'Union européenne. Le marché unique, c'est aussi «plus de choix»: plus de choix pour les consommateurs sur la nature, la provenance et le prix des produits qu'ils achètent; plus de choix pour les étudiants et les travailleurs sur leurs lieux d'études et de travail; enfin, plus de choix pour les investisseurs et les entreprises sur la provenance de leurs achats et la destination de leurs investissements et de leurs ventes.

Plus de choix?

Pourquoi est-ce si important d'avoir le choix? Réponse: parce que cela augmente l'efficacité et l'efficacité de la vie, du travail et des loisirs, ce qui stimule la croissance, l'emploi et le bien-être collectif. Plus d'efficacité car un étudiant, par exemple, peut choisir dans un autre pays la formation précise qu'il souhaite suivre si elle n'est pas disponible dans le sien, ou parce qu'une banque peut investir à l'étranger dans des projets mieux adaptés aux besoins de ses clients.

Plus d'efficacité car les services de construction, l'énergie ou les produits électroniques destinés au grand public, par exemple, peuvent être achetés dans le pays qui offre les meilleurs prix et consommés dans le pays qui en a besoin, aussi facilement que s'ils étaient achetés localement. De plus, ces services respectent tous les mêmes normes sanitaires et de sécurité. L'efficacité est améliorée par la réduction des entraves à la concurrence dans le marché unique élargi.

Et ce n'est pas tout...

Par sa taille, le marché unique européen est très attractif pour les pays du monde entier, intéressés par les liens commerciaux qu'ils pourraient tisser avec l'UE: le marché unique stimule les échanges avec le reste du monde. Enfin, le fait qu'il soit si facile de faire des achats et des affaires sur le marché unique nous ouvre des horizons: nous utilisons des téléphones portables finlandais, portons des costumes italiens, conduisons des voitures tchèques, mangeons dans des restaurants grecs et investissons dans la bourse irlandaise.



© stock.xchng

Plus de choix au supermarché,
mais aussi dans tous les aspects de nos vies

Pour plus d'informations:

- Le marché unique de l'UE —
Moins de barrières, plus d'opportunités
http://ec.europa.eu/internal_market/index_fr.htm

-45-

Une Union pour la stabilité et la croissance

En quoi l'Union économique et monétaire (UEM) a-t-elle aidé les Européens? Par où commencer? Baisse du coût des hypothèques, revalorisation des retraites, baisse du coût des prêts...

Pour de nombreuses personnes, l'UEM se résume à un ensemble de lois et de réglementations à l'usage des économistes, ce qui n'est pas totalement faux. Mais ce qui est beaucoup plus important, ce sont les impacts de l'UEM sur l'économie européenne, les entreprises et les citoyens. Le principal objectif de l'UEM est de favoriser la stabilité et une croissance économique durable en Europe, pour les Européens (la stabilité économique étant la situation la plus propice à la création d'emplois et de richesses).

Comment l'UEM remplit-elle cet objectif? De trois façons. Premièrement, la zone «euro» est dotée d'une banque centrale indépendante qui gère l'inflation des prix. Deuxièmement, en tant que monnaie unique, l'euro est un moteur d'intégration et d'efficacité sur le marché unique. Par exemple, il favorise la transparence des prix, ce qui stimule le commerce et les achats transfrontaliers, d'où une hausse de la concurrence et une baisse des prix. Enfin, le pacte de stabilité et de croissance garantit que les États membres ne dépensent pas plus qu'ils ne gagnent car leur déséquilibre aurait sur le long terme des répercussions dans tous les pays de la zone «euro».

Des avantages multiples

L'une des caractéristiques essentielles de l'UEM est son engagement en faveur de la stabilité des budgets nationaux et de la lutte contre l'inflation. Depuis le lancement de l'UEM, les taux d'intérêt et l'inflation ont considérablement baissé, atteignant des niveaux historiques. Cela bénéficie à toutes les couches de la société.

Le montant des intérêts sur le remboursement de la dette nationale a diminué, ce qui permet d'investir une part plus grande de l'argent des contribuables dans les hôpitaux, les retraites et les infrastructures ou de réduire l'impôt. Grâce à une inflation basse et stable, les entreprises peuvent faire des projets à long terme et investir davantage en limitant les risques, ce qui stimule le commerce, la croissance et la création d'emplois. De plus, les emprunts d'argent sont moins chers et moins risqués: les citoyens sont donc plus nombreux à pouvoir solliciter des prêts, pour l'acquisition de leur logement par exemple.

L'instabilité économique et la forte inflation ont généré beaucoup de misère dans le passé. Cependant, grâce à l'Union économique et monétaire, un horizon de stabilité et de prospérité s'ouvre à l'Europe et aux Européens.



© Commission européenne

Des perspectives de stabilité grâce à l'euro

Pour plus d'informations:

- UEM — Documentation historique
http://ec.europa.eu/economy_finance/emu_history/index_en.htm

-46-

Voyagez grâce à l'euro

En principe, aujourd'hui, tout le monde a entendu parler de l'euro, la monnaie unique de la zone «euro». Mais ses avantages, comme sa commodité en voyage ou l'obtention de meilleurs prix, sont moins connus.

Avant le lancement de la monnaie unique, les pays qui constituent aujourd'hui la «zone «euro»» utilisaient 12 devises nationales différentes, touche d'exotisme qui rendait les déplacements à l'étranger certes plus pittoresques, mais aussi relativement plus chers.

Le changement de devise représentait un coût pour le voyageur. En effet, si une personne ayant en poche 1 000 marks allemands faisait le tour des 15 États membres en changeant de monnaie à chaque fois, sans rien dépenser, il ne lui restait à son retour que 500 marks.

Cette situation est aujourd'hui révolue dans la zone «euro». Les citoyens qui voyagent pour des vacances, leurs études ou leur travail n'ont plus besoin de changer de l'argent et de payer ces frais de «transaction». Ils peuvent utiliser l'euro partout.

Commerce transfrontalier

Pour les entreprises qui faisaient du commerce avec l'Union européenne, avant l'entrée en scène de l'euro, ces frais de transactions étaient également élevés. Avec la disparition de ces coûts, l'argent épargné est investi de façon plus productive pour la croissance et pour l'emploi dans toute la zone «euro».

De plus, l'euro facilite considérablement la comparaison des prix entre les pays. Par exemple, un résident belge peut facilement comparer les offres pour un appareil photographique ou une voiture dans plusieurs pays et acheter au meilleur prix. Ces achats transfrontaliers augmentent la concurrence entre les entreprises, d'où une diminution globale des prix à la consommation (un réel avantage pour le client).

Cette concurrence stimule également l'efficacité des entreprises, qui améliorent du même coup leur compétitivité globale. En conclusion: dans l'ensemble, tout le monde y gagne.



Ce type de situation appartiendra bientôt au passé

© Commission européenne

Pour plus d'informations:

- L'euro: notre monnaie
http://ec.europa.eu/economy_finance/euro/our_currency_en.htm

-47-

Une télévision de qualité dans tous les pays européens

La libre circulation des travailleurs, des idées et des produits sont des concepts bien connus en Europe, mais qu'en est-il de la libre circulation des programmes de télévision? L'Union européenne a mis en place la télévision sans frontière, une initiative qui aide à maintenir la compétitivité du secteur tout en protégeant les téléspectateurs des images préjudiciables ou de la publicité excessive, que ce soit sur les chaînes de télévision traditionnelles, sur les programmes à la demande, par l'internet ou sur des téléphones portables.

La «télévision sans frontières» est la pierre angulaire de la politique télévisuelle européenne, dont l'objectif est de préserver la compétitivité et la diversité culturelle tout en protégeant les plus jeunes des images trop violentes ou pornographiques et l'ensemble des spectateurs de la publicité excessive. La télévision est un secteur prospère en Europe, créateur d'emplois, d'innovation et de croissance. Les règles de l'UE tiennent compte de ce phénomène. L'application du principe du marché interne aux services télévisuels veille à ce que ces derniers respectent des normes minimales et puissent être librement diffusés et reçus dans toute l'Union. Tout le monde y gagne: les diffuseurs touchent une audience plus large et les spectateurs profitent d'un choix de chaînes plus vaste, tout en étant protégés dans certains domaines clés.

Notre priorité: le contenu

Les règles s'efforcent de garantir l'offre d'un contenu télévisuel capable d'intéresser les téléspectateurs européens et d'accorder à tout citoyen un droit de réponse sur le contenu des diffusions télévisuelles. Les programmes «susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement [...] des mineurs» sont interdits.

Ces règles exigent également que les chaînes de télévision réservent plus de la moitié du temps de diffusion à des programmes européens et autorisent les États membres à établir une liste des événements d'importance majeure devant être retransmis sur des chaînes diffusées en clair (comme les finales des Coupes du monde de football).

Surveillance de la publicité

La télévision sans frontières ne se préoccupe pas seulement du contenu des programmes de télévision: des règles sur le contenu et la fréquence de la publicité télévisuelle ont également été introduites. Ainsi, aucune chaîne de télévision n'est autorisée à diffuser plus de 12 minutes de publicité par heure (ce qui différencie la télévision européenne de beaucoup de chaînes diffusées aux États-Unis, par exemple).



© stock.xchng

Profitez de l'offre télévisuelle:
nous surveillons la programmation

Pour plus d'informations:

- Commission européenne —
Politiques audiovisuelles et des médias — TSF
http://ec.europa.eu/avpolicy/reg/tvwf/index_en.htm

Exploitation des sources d'énergie renouvelables

Soleil, vagues et vent: ces trois forces élémentaires offrent une énergie renouvelable aux futures générations d'Européens.

Avec le changement climatique qui menace de transformer notre planète, les gens et les gouvernements s'intéressent de plus en plus aux éléments qui, par leur présence immuable, constituent des sources d'énergie propre. Leur potentiel énergétique est supérieur aux besoins éventuels de notre planète.

Mais promouvoir l'énergie solaire, éolienne et hydraulique ne signifie pas seulement exploiter leur potentiel théoriquement illimité. Il s'agit aussi de faire en sorte que ce comportement responsable soit rentable pour les entreprises européennes, de créer autour des énergies renouvelables un secteur de haute technologie et de promouvoir la croissance économique et l'emploi.

Grâce à l'Union européenne, l'Europe est aujourd'hui au sommet de la vague des énergies renouvelables, ce qui constitue une promesse de santé, de richesse et de prospérité durables.

L'Europe ajoute une nouvelle dimension

Le développement des sources d'énergie alternatives et renouvelables est accéléré par les efforts de coopération, de législation, d'investissement et de diffusion de l'Europe. Le livre blanc pour une stratégie communautaire de la Commission européenne fixe comme objectif de doubler d'ici à 2010 la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique européenne, et le Parlement européen a demandé de définir des objectifs encore plus ambitieux pour 2020.

La biomasse, un premier pas vers l'avant

La biomasse est un excellent exemple de source d'énergie renouvelable présentant un véritable potentiel. On appelle biomasse l'ensemble des matières organiques non fossiles, y compris les organismes biologiques. La biomasse est en quelque sorte une forme d'énergie solaire, capturée par les plantes au travers de la photosynthèse. La biomasse sous-utilisée, comme la paille et les déchets animaux, peut être brûlée pour produire de l'électricité et de la chaleur. Elle peut aussi être transformée en biocombustibles.

Grâce au soutien de l'UE, la biomasse et les biocombustibles sont déjà utilisés comme carburants dans les autobus et les trains de certains pays comme l'Allemagne ou la Suède, ce qui témoigne une fois encore des avantages réels de l'Union européenne.



© Commission européenne

Les nouvelles sources d'énergie propre sont aujourd'hui une réalité

Pour plus d'informations:

- Commission européenne — Présentation d'une stratégie, énergies nouvelles et renouvelables http://ec.europa.eu/energy/res/index_en.htm
- Commission européenne — Recherche énergétique http://ec.europa.eu/research/energy/index_en.htm

Une force pacifique

La force de réaction rapide de l'Union européenne est constituée de près de 60 000 soldats. Elle a été officiellement créée en 2007, même si des forces militaires conjointes avaient déjà été déployées dans certaines zones de conflit sur la planète. Cette force, qui est au cœur de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Europe, poursuivra ses actions dans le cadre de missions humanitaires, de secours et de maintien de la paix.

La force de réaction rapide, volet de la politique européenne de sécurité et de défense (elle-même élément de la PESC), peut se voir confier différents types de missions : tâches humanitaires et de secours, aide aux victimes des conflits, rétablissement ou maintien de la paix et gestion des crises. Elle prendra le relais des forces militaires de l'UE déjà déployées sur trois missions majeures : en Bosnie-et-Herzégovine, en 2003 et 2004, où elles ont repris les actions de maintien de la paix et de formation entreprises par les forces de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et en Macédoine, en 2003, où elles ont remplacé d'autres équipes d'intervention de l'OTAN.

Cette force est le résultat de sept années de négociations. C'est l'expression tangible de la volonté de l'Europe de s'exprimer d'une seule voix sur la scène internationale. Il ne s'agit pas d'une armée permanente conventionnelle, basée dans une caserne dans l'un des pays de l'UE. Elle ne remplacera pas non plus les armées nationales des membres de l'UE. Il s'agit davantage d'un « battle group » (groupe de combat) rassemblant des forces coordonnées de l'Union européenne pouvant, si nécessaire, être appelées à mener des actions communes.

Maintien de la paix

La force de réaction rapide a été créée dans le cadre d'une mission pacifique. Au départ, l'idée d'une union entre tous les pays européens est née de la volonté d'écartier à jamais la possibilité d'un nouveau conflit majeur entre ces pays. Le rôle de cette force s'intègre dans un système fondamental de vérifications et de compromis destiné à éviter toute perte de contrôle de la situation, en Europe ou ailleurs. Bien sûr, la menace à laquelle nous devons faire face aujourd'hui, le terrorisme mondial, est particulièrement imprévisible.



© Commission européenne

La force de réaction rapide de l'UE : une mission pacifique

Pour plus d'informations :

- Politique européenne de sécurité et de défense
<http://www.consilium.europa.eu/showPage.asp?id=261&lang=fr>
- Politique étrangère et de sécurité
http://europa.eu/pol/cfsp/overview_fr.htm

ENSEmble

DEPUIS 1957

Célébrons le 50^e anniversaire
du traité de Rome

<http://europa.eu/50>

Pour en savoir plus sur l'Union européenne



Connectez-vous

Des informations sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'Union européenne sur le site Europa: europa.eu



Rendez-nous visite

Il existe des centaines de centres locaux d'information sur l'Union européenne dans toute l'Europe. Vous pouvez trouver l'adresse du centre le plus proche de chez vous sur le site internet: europedirect.europa.eu



Appelez-nous ou écrivez-nous

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez le contacter gratuitement par téléphone: **00 800 6 7 8 9 10 11** [à partir d'un pays à l'extérieur de l'Union, en composant le numéro payant (32-2) 299 96 96] ou par courrier électronique via le site: europedirect.europa.eu

Pour obtenir les informations et des publications concernant l'Union européenne en langue française, vous pouvez aussi vous adresser à:

REPRÉSENTATIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Représentation en France

288, boulevard Saint-Germain
F-75007 Paris
Tél. (33) 140 63 38 00
Fax (33) 145 56 94 17
Internet: http://ec.europa.eu/france/index_fr.htm
E-mail: comm-rep-par@ec.europa.eu

Représentation en Belgique

Rue Archimède 73
B-1000 Bruxelles
Tél. (32-2) 295 38 44
Fax (32-2) 295 01 66
Internet: <http://ec.europa.eu/belgium/>
E-mail: COMM-REP-BRU@ec.europa.eu

Représentation au Luxembourg

Maison de l'Europe
7, rue du Marché-aux-Herbes
L-2920 Luxembourg
Tél. (352) 43 01-32925
Fax (352) 43 01-34433
Internet: <http://ec.europa.eu/luxembourg/>
E-mail: comm_rep_lux@ec.europa.eu

Centre d'information sur l'Europe (même adresse)

Internet: <http://www.touteleurope.fr/>

Représentation à Marseille

CMCI
2, rue Henri-Barbusse
F-13241 Marseille Cedex 01
Tél. (33) 491 91 46 00
Fax (33) 491 90 98 07

BUREAUX DU PARLEMENT EUROPÉEN

Bureau pour la France

288, boulevard Saint-Germain
F-75007 Paris
Tél. (33) 140 63 40 00
Fax (33) 145 51 52 53
Minitel: 3615-3616 EUROPE
Internet: <http://www.europarl.europa.eu/paris/>
E-mail: epparis@europarl.europa.eu

Antenne de Strasbourg

Allée du Printemps
Bâtiment Louise Weiss
BP 1024 F
F-67070 Strasbourg Cedex
Tél. (33) 388 17 40 01
Fax (33) 388 17 51 84
Internet: <http://www.europarl.europa.eu/>
E-mail: epstrasbourg@europarl.europa.eu

Antenne de Marseille

2, rue Henri-Barbusse
F-13241 Marseille
Tél. (33) 491 91 46 00
Fax (33) 491 90 95 03
Internet: <http://www.europarl.europa.eu/>
E-mail: epmarseille@europarl.europa.eu

Bureau pour la Belgique

Rue Wiertz 60
B-1047 Bruxelles
Tél. (32-2) 284 20 05
Fax (32-2) 230 75 55
Internet: <http://www.europarl.europa.eu/brussels/>
E-mail: epbrussels@europarl.europa.eu

Bureau pour le Luxembourg

Maison de l'Europe
7, rue du Marché-aux-Herbes
L-2929 Luxembourg
Tél. (352) 43 00-22597
Fax (352) 43 00-22457
Internet: <http://www.europarl.europa.eu/>
E-mail: EPLuxembourg@europarl.europa.eu

Des représentations ou des bureaux de la Commission européenne et du Parlement européen existent dans tous les États membres de l'Union européenne. Des délégations de la Commission européenne existent dans d'autres pays du monde.